

00

Bases statistiques et produits généraux

022-1700

Mémento statistique de la Suisse 2017



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Office fédéral de la statistique

Espace de l'Europe 10
CH-2010 Neuchâtel

Renseignements:

Téléphone +41 58 463 60 11

Commandes de publications:

Téléphone +41 58 463 60 60

Téléfax +41 58 463 60 61

www.statistique.admin.ch

Explication des signes:

Les points de suspension (...) mis à la place d'un nombre signifient que ce nombre est inconnu, car pas (encore) relevé ou pas (encore) calculé.

Un tiret (–) est utilisé pour la valeur zéro absolu.

Un chiffre suivi de la lettre «p» en exposant signifie qu'il est provisoire.

Abréviations du nom des cantons:

Explications dans le tableau à la page 4.

Chiffres arrondis:

En général, les chiffres sont arrondis à la valeur supérieure ou inférieure, ce qui peut avoir pour conséquence que la somme des chiffres arrondis diffère du total.

Sources:

Les sources ne sont généralement pas citées lors de la reproduction de résultats statistiques.

Les informations appropriées se trouvent sur le portail «Statistique suisse» www.statistique.admin.ch

Editeur:

Office fédéral de la statistique

Section diffusion et publications

Mars 2017. Paraît en français, allemand, italien, romanche et anglais.

Conception:

Bernhard Morgenthaler †, Armin Grossenbacher

Rédaction:

Etienne Burnier

Graphiques, mise en page:

Daniel von Burg, Etienne Burnier

Cartes:

Sabine Kuster

Traduction:

De l'allemand par les Services linguistiques de l'OFS

Page de couverture:

Netthoevel & Gaberthüel, Bienne;

Photo: © rasstock – Fotolia.com

Concept graphique:

Roland Hirter, Berne

Numéro de commande:

022-1700

ISBN:

978-3-303-00553-8

Table des matières

Avant-propos	3
Population	4
Espace et environnement	9
Travail et rémunération	11
Economie nationale	14
Prix	16
Industrie et services	17
Agriculture et sylviculture	20
Energie	21
Construction et logement	22
Tourisme	23
Mobilité et transports	24
La Suisse et l'Europe	26
Banques, assurances	28
Protection sociale	29
Santé	32
Education et science	34
Culture, médias et société de l'information	37
Politique	39
Finances publiques	41
Criminalité et droit pénal	43
Situation économique et sociale de la population	45
Développement durable	49
Disparités régionales	50
La Suisse et ses cantons	51

Chères lectrices, chers lecteurs,

L'année 2016 s'est achevée avec la réalisation d'un grand projet à l'OFS: le nouveau portail statistique a été mis en ligne en octobre, avec une conception intégralement revisitée et modernisée, profitant ainsi au mieux des possibilités technologiques actuelles, notamment l'utilisation de supports tels que tablettes ou smartphones. Le portail statistique est le site internet de l'OFS (www.statistique.admin.ch) sur lequel se trouve d'une part tout ce que l'OFS produit au niveau de résultats statistiques, sous différentes formes (tableaux, cartes, graphiques, données interactives, publications), mais aussi des informations sur les enquêtes existantes et en cours, sur les registres, parmi de nombreux autres services. Le nouveau portail, c'est aussi moins de pages mais sans sacrifier de contenu, des pages plus longues où l'on trouve tout ce qui existe en lien avec une thématique donnée. Il fallait en effet une solution pour redynamiser un site qui n'a cessé de grandir à travers les années, le valoriser et en améliorer la lisibilité.

Le présent ouvrage est la vingt-et-unième édition du Mémento statistique de la Suisse. Il offre quelques nouveautés en 2017: par exemple le sujet des pratiques culturelles et de loisirs, dans le chapitre «Culture, médias et société de l'information», déjà présenté dans de précédentes éditions, fait son retour dans cette édition. On y découvre que les activités de loisirs (sport, cuisine, sorties notamment) sont plus répandues au sein de la population que la pratique d'une activité créatrice (chant, pratique d'un instrument etc). Dans le chapitre «Mobilité et transports», le graphique sur le coût des transports par type de coûts distingue cette année les coûts relatifs au trafic routier motorisé de ceux du rail, avec les données 2013 de l'enquête sur les coûts et financement des transports. Le chapitre «Industrie et services» offre cette année des données sur l'évolution de l'emploi selon le secteur d'activité.

En fin de chaque chapitre, un lien indique l'emplacement sur le portail statistique où vous trouverez les sources et des informations complémentaires sur les statistiques présentées. Vous pouvez également consulter l'Annuaire statistique de la Suisse, l'ouvrage de quelques 600 pages qui est toujours publié au même moment que le Mémento et qui propose un approfondissement des données présentées dans celui-ci.

Georges-Simon Ulrich

Directeur

Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel, mars 2017

Autres sources d'informations:

- Recevez les communiqués de presse de l'OFS par courrier électronique, gratuitement et dès leur parution. Pour s'abonner: www.news-stat.admin.ch
- Quoi de neuf sur le portail statistique? Les publications les plus récentes de l'OFS classées par thèmes: www.statistique.ch → Actualités → Quoi de neuf?
- Le service d'information de l'OFS répond à vos questions:
tél. +41 58 463 60 11 ou e-mail : info@bfs.admin.ch

Population résidante permanente dans les cantons, en 2015

A la fin de l'année	Total en milliers	Etrangers en %	Urbaine en %	Densité par km ²	Croissance 2010–2015 en %
Suisse	8 327,1	24,6	84,5	208,2	5,8
Zurich (ZH)	1 466,4	26,1	99,3	882,9	6,8
Berne (BE)	1 017,5	15,5	74,4	174,2	3,8
Lucerne (LU)	398,8	17,9	63,8	279,0	5,6
Uri (UR)	36,0	11,5	88,2	34,0	1,6
Schwytz (SZ)	154,1	20,2	81,9	181,0	5,0
Obwald (OW)	37,1	14,5	27,6	77,1	4,2
Nidwald (NW)	42,4	13,9	50,5	175,8	3,4
Glaris (GL)	40,0	23,3	75,9	58,8	3,7
Zoug (ZG)	122,1	27,0	100,0	589,5	8,0
Fribourg (FR)	307,5	21,9	73,9	192,9	10,4
Soleure (SO)	266,4	21,4	86,1	337,1	4,4
Bâle-Ville (BS)	191,8	35,2	100,0	5 191,3	3,7
Bâle-Campagne (BL)	283,2	21,8	97,5	547,1	3,2
Schaffhouse (SH)	79,8	25,3	89,9	267,8	4,6
Appenzell Rh.-Ext. (AR)	54,5	15,7	76,7	224,6	2,9
Appenzell Rh.-Int. (AI)	16,0	10,9	0,0	92,6	1,8
Saint-Gall (SG)	499,1	23,5	82,5	255,8	4,2
Grisons (GR)	196,6	18,3	44,5	27,7	2,1
Argovie (AG)	653,7	24,2	85,1	468,6	6,9
Thurgovie (TG)	267,4	24,2	67,2	309,8	7,6
Tessin (TI)	351,9	27,7	92,0	128,4	5,5
Vaud (VD)	773,4	33,6	89,6	274,1	8,4
Valais (VS)	335,7	23,0	75,3	64,4	7,4
Neuchâtel (NE)	178,1	25,6	89,7	248,5	3,5
Genève (GE)	484,7	40,7	100,0	1 972,1	5,9
Jura (JU)	72,8	14,3	53,2	86,8	3,9

Population résidante permanente dans les grandes villes, en 2015

	Ville		Agglomération	
	en milliers	Croissance en % 2010–2015	en milliers	Croissance en % 2010–2015
Zurich	397,0	6,5	1 334,3	6,8
Genève	198,1	5,7	579,2	6,3
Bâle	169,9	4,1	541,0	3,8
Lausanne	135,6	6,1	409,3	7,9
Berne	131,6	5,8	410,9	4,8
Winterthour	108,3	6,9	138,3	6,4
Lucerne	81,3	4,9	226,1	4,8
St-Gall	75,5	3,5	165,9	3,3
Lugano	63,6	5,6	151,0	6,9
Bienne	54,2	5,8	104,5	5,1

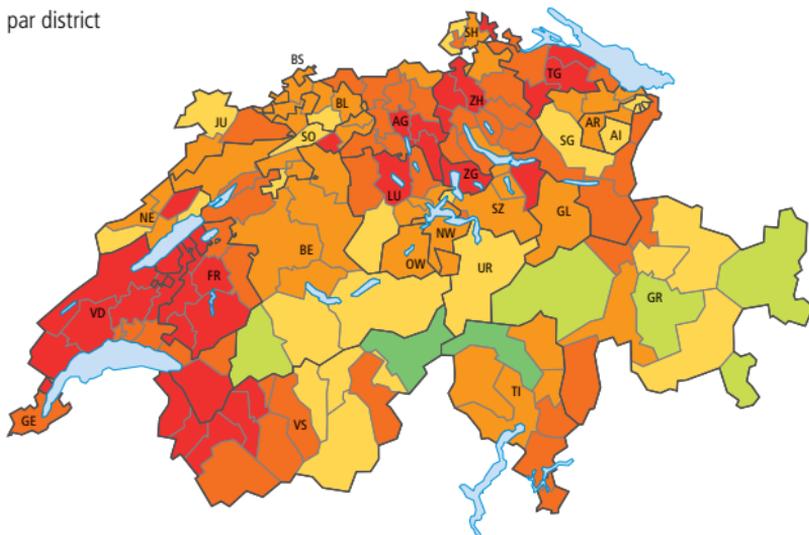
La population est majoritairement citadine

En 2015, la part de la population vivant dans les espaces à caractère urbain (espace des centres urbains et espace sous influence des centres urbains) atteint 84,5%. Environ la moitié de cette population urbaine habite dans l'une des cinq plus grandes agglomérations de Suisse (Zurich, Genève, Bâle, Berne et Lausanne).

La croissance démographique en 2015 dans les espaces à caractère urbain est plus marquée que dans ceux hors influence des centres urbains (2015: +1,1% contre +0,9).

Croissance démographique, de 2010 à 2015

par district



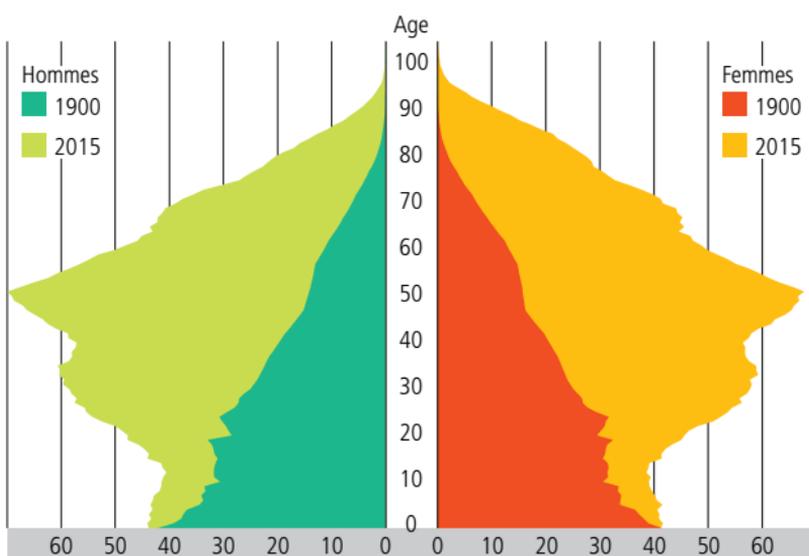
Variation de la population résidente permanente, en %

CH: +5,8



Structure par âge de la population

Nombre de personnes en milliers



Une société vieillissante

Au cours du 20^e siècle, le nombre de personnes âgées a augmenté, tandis que les pourcentages des jeunes (moins de 20 ans) et des personnes en âge de travailler (de 20 à 64 ans) ont baissé. De ce fait, la pyramide des âges s'est transformée en « sapin » (2015), les générations 1960 à 1971 étant ici prédominantes. Les jeunes générations sont elles moins nombreuses, alors que les personnes âgées sont en nombre croissant. Le vieillissement va se poursuivre: la part des 65 ans ou plus devrait passer de 18% en 2015 à plus de 26% environ en 2045. Ces dernières années, la croissance démographique en Suisse s'explique surtout par l'excédent migratoire et, dans une bien moindre mesure, par l'excédent des naissances.

Enfants nés vivants, en 2015

Total	86 559
Garçons pour 100 filles	106,5
Part des enfants nés hors-mariage en %	22,9
Nombre d'enfants par femme ¹	1,5

1 Nombre moyen d'enfants qu'une femme mettra au monde au cours de sa vie, calculé à partir des taux de fécondité par âge observés durant l'année sous revue

Décès, en 2015

Total	67 606
Age au décès	
0–19 ans	548
20–39 ans	844
40–64 ans	7 662
65–79 ans	16 961
≥ 80 ans	41 591

Migrations internationales, en 2015

Immigration	188 515
dont étrangers	162 563
Emigration	116 631
dont étrangers	86 528
Solde migratoire	71 884
Suisse	-4 151
Etrangers	76 035

Migrations internes², en 2015

Total arrivées et départs	505 659
----------------------------------	----------------

2 Migrations intercommunales exclusivement

Mariages, en 2015

Total	41 437
Suisse/Suisse	19 862
Suisse/étrangère	8 185
Etranger/Suisse	6 723
Etranger/étrangère	6 667
Age moyen au premier mariage (ans)	
Hommes célibataires	31,9
Femmes célibataires	29,6

Divorces, en 2015

Total	16 960
avec enfants mineurs (%)	45,2
Durée du mariage	
0–4 ans	2 077
5–9 ans	4 324
10–14 ans	3 192
15 ans ou plus	7 367
Indic. conjoncturel de divortialité ³	41,4

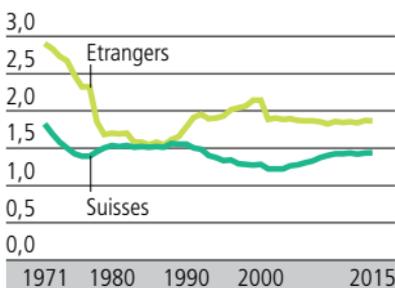
3 Pourcentage de mariages célébrés une année donnée qui seront dissous, compte tenu des conditions de divortialité de l'année considérée

Naissances multiples⁴, en 2015

Total	1 606
dont naissances de jumeaux	1 580

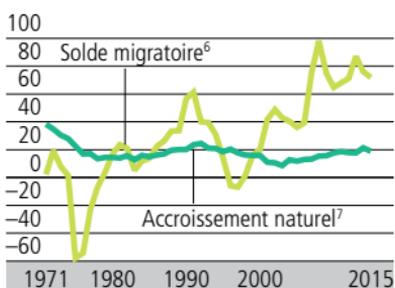
4 Nombre d'accouchements; enfants nés vivants et morts-nés

Indicateur conjoncturel de fécondité⁵



5 Nombre moyen d'enfants par femme; cf. remarque 1

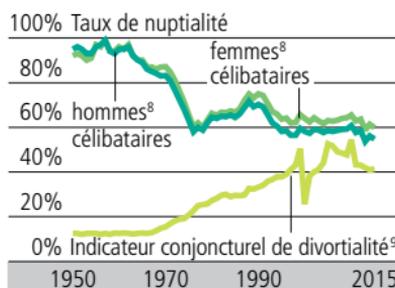
Solde migratoire et accroissement naturel en milliers



6 Jusqu'à 2010 y c. changements de statut, dès 2011 y c. les passages de la population résidente non permanente

7 Naissances vivantes moins décès

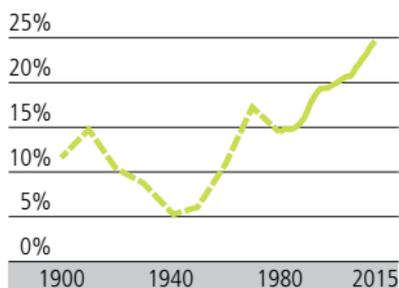
Mariages et divorces



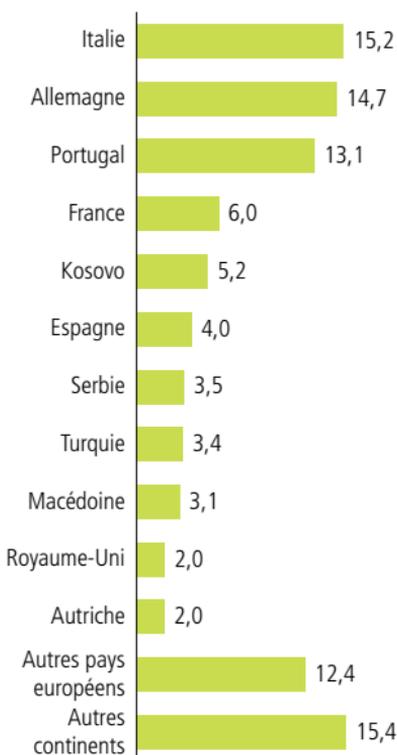
8 Pourcentage d'hommes célibataires ou de femmes célibataires de moins de 50 ans susceptibles de se marier un jour, compte tenu de la nuptialité observée pendant l'année sous revue

9 Cf. remarque 3. A partir de 2011, les divorces entre deux personnes étrangères ne sont pas tous saisis

Pourcentage de la population résidente permanente de nationalité étrangère



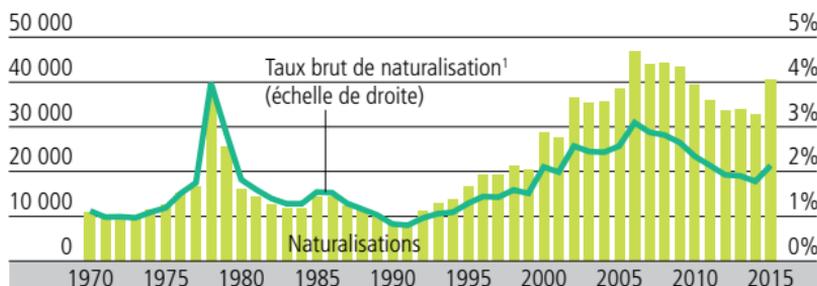
Population résidente permanente de nationalité étrangère, selon la nationalité, en 2015 en %



Population résidente permanente et non permanente de nationalité étrangère, selon l'autorisation de résidence, en 2015 en milliers

Total	2 145,2
Autorisation de séjour (livret B)	677,3
Autorisation d'établis. (livret C)	1 273,5
Fonctionnaires internationaux et diplomates	29,8
Autorisation de séjour de courte durée (livret L)	91,2
Requérants d'asile (livret N)	33,3
Autorisation de séjour provisoire (livret F)	33,0
Pas attribué	7,0

Acquisitions de la nationalité suisse



1 Nombre d'acquisitions de nationalité pour 100 titulaires d'une autorisation de séjour ou d'établissement au début de l'année

Population étrangère: près de la moitié est née en Suisse ou y vit depuis plus de 10 ans

La part des étrangers dans la population résidente permanente s'élève à 24,6%. Plus de la moitié des étrangers qui vivent en Suisse (55,1%) y résident depuis 10 ans ou plus ou y sont nés. En 2015, 40 689 personnes (2,1% de la population résidente permanente de nationalité étrangère) ont acquis la nationalité suisse. La population étrangère est jeune: on ne compte que 11 personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes en âge de travailler (20 à 64 ans) chez les étrangers, contre 36 chez les Suisses. 29,1% des enfants nés en Suisse en 2015 sont de nationalité étrangère. En 2015, le nombre des immigrations a augmenté de 0,6% par rapport à l'année précédente. 58% des immigrés étaient des ressortissants de l'UE/AELE.

Diversification des formes de vie commune

En 2014, seuls 29% des ménages privés sont du type «couple avec enfant». Parmi tous les ménages comprenant au moins un enfant de moins de 25 ans, les familles monoparentales représentent 14% et les familles recomposées 5,4%: ces chiffres élevés sont la conséquence des nombreux divorces (16 960 en 2015). Par ailleurs, la proportion des naissances hors mariage a presque doublé entre 2000 et 2015, passant de 11% à 23%. Quant à la décision de se marier et de fonder une famille, elle intervient à un âge toujours plus avancé: l'âge au premier mariage est passé de 24 (1970) à 30 ans (2015) pour les femmes et de 26 à 32 ans pour les hommes. L'âge moyen de la mère à la naissance de son premier enfant s'est dans le même temps élevé de 25 à 31 ans. Le modèle familial bourgeois traditionnel «père pourvoyeur unique et mère au foyer» devient l'exception aujourd'hui: en 2015, presque huit mères sur dix (78,8%) en couple sont actives occupées, mais le plus souvent à temps partiel. Le travail rémunéré reste principalement l'affaire des pères (en général à plein temps), le travail domestique et familial essentiellement celui des mères.

Ménages privés, en 2014 en milliers

Total	3 576,6
Ménages d'une personne	1 254,9
Ménages familiaux	2 221,3
Couples sans enfants	987,3
Couples avec enfants	1 027,0
Pères ou mères seul(e)s avec enfants	207,0
Ménages non familiaux	75,3

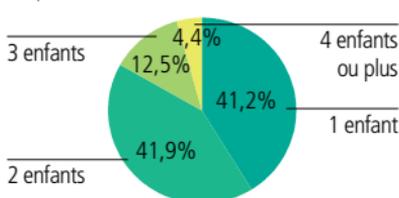
Langues principales, en 2014¹ en %

Allemand	64,5
Français	22,7
Italien	8,4
Romanche	2,5
Anglais	2,7
Portugais	3,6
Albanais	2,3
Serbe et croate	5,1
Espagnol	1,1
Langues turques	0,5
Autres langues	5,5

1 Population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus vivant en ménage privé. Plusieurs langues possibles

Ménages familiaux avec enfants, en 2014

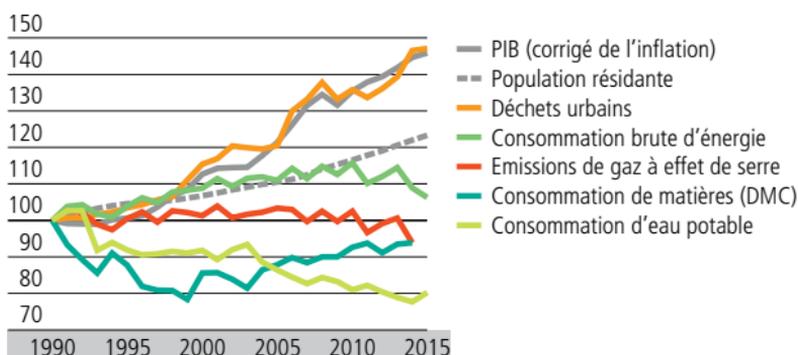
uniquement enfants de moins de 25 ans



Appartenance religieuse, en 2014² en %

Évangéliques réformés	25,5
Catholiques romains	37,9
Autres communautés chrétiennes	5,7
Communautés juives	0,2
Communautés islamiques	5,1
Autres communautés religieuses	1,3
Sans confession	23,0
Sans indication	1,2

2 Population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus vivant en ménage privé



La croissance démographique et économique va généralement de pair avec une consommation accrue de ressources naturelles et une augmentation des émissions, sauf si par exemple les comportements changent ou que l'efficacité est améliorée grâce au progrès technologique. Ainsi, la consommation d'énergie et celle du sol suivent à peu près l'évolution de la population. La quantité de déchets produite suit quant à elle plus ou moins l'évolution du produit intérieur brut (PIB). La situation est différente pour les émissions de gaz à effet de serre, restées plus ou moins constantes depuis 1990. En ce qui concerne la consommation d'eau potable et la consommation de matières, les besoins d'une population et d'une économie en croissance ont même pu être couverts par de plus faibles quantités.

Utilisation du sol

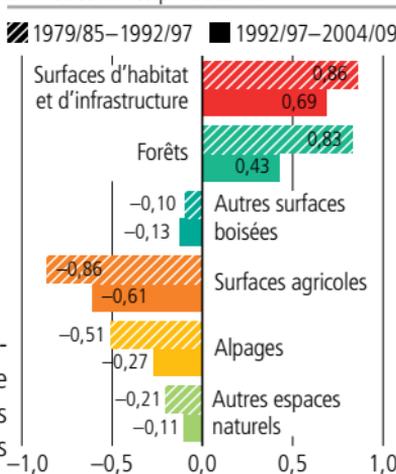
Période de relevé 2004–2009

	km ²	%
Surface totale	41 285	100
Surfaces boisées	12 931	31,3
Surfaces agricoles	9 678	23,4
Alpages	5 139	12,4
Surfaces d'habitat et d'infrastructure	3 079	7,5
Lacs et cours d'eau	1 769	4,3
Autres espaces naturels	8 690	21,0

En l'espace de 24 ans, les surfaces d'habitat et d'infrastructure ont augmenté de 23%, essentiellement au détriment des surfaces agricoles. Selon les données les plus récentes, l'habitat et les infrastructures couvrent 7,5% du territoire national et 4,7% du sol est imperméabilisé.

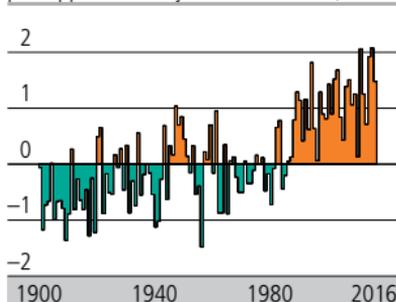
Evolution de l'utilisation du sol

en mètres carrés par seconde



Ecart de température

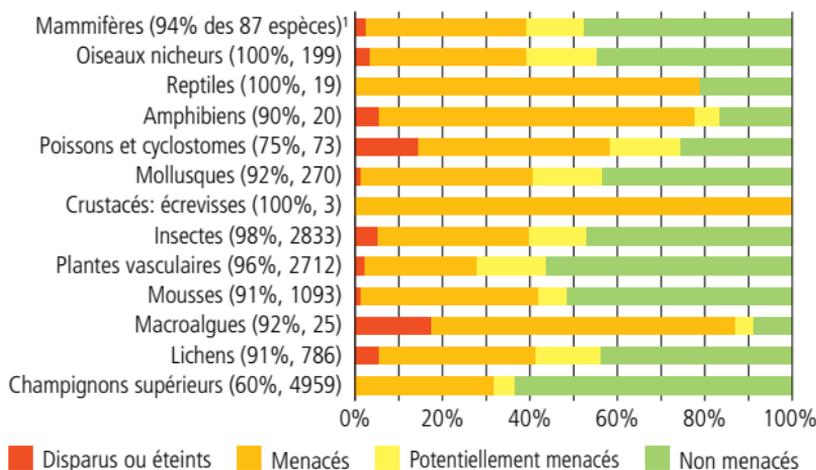
par rapport à la moyenne 1961–1990, en °C



La température de l'air varie d'année en année, des périodes plus chaudes alternant avec des périodes plus froides. Sur les dix années les plus chaudes enregistrées en Suisse depuis le début des mesures en 1864, neuf datent du 21^e siècle, l'année la plus chaude jusqu'ici étant 2015.

Animaux et plantes menacés (listes rouges)

Etat: 1994–2016, selon le groupe d'espèces

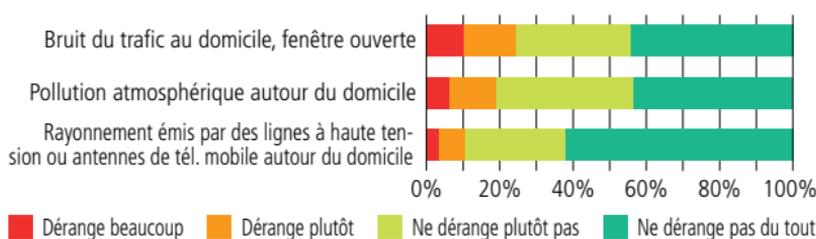


1 Exemple de lecture: le degré de menace a été évalué pour 94% des 87 espèces de mammifères. Les données sont insuffisantes pour les 6% restants.

La Suisse abrite environ 46 000 espèces de plantes, de champignons ou d'animaux. 35% des espèces étudiées sont inscrites sur les listes rouges des espèces menacées, disparues ou éteintes.

Perception des conditions environnementales au domicile en 2015

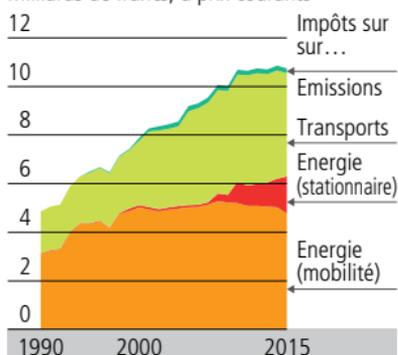
Part de la population



En 2015, le bruit du trafic au domicile, fenêtre ouverte, était ressenti comme très dérangeant ou plutôt dérangeant par 24% de la population. 19% de la population était de cet avis pour ce qui est de la pollution atmosphérique autour du domicile et 10% en ce qui concerne le rayonnement émis par des lignes à haute tension ou des antennes de téléphonie mobile. Ces perceptions correspondent pratiquement à celles observées en 2011.

Recettes des impôts liés à l'environnement

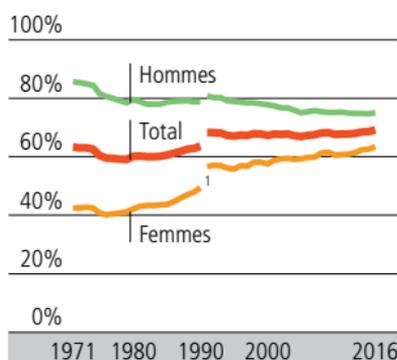
Milliards de francs, à prix courants



Les impôts liés à l'environnement ont pour effet d'augmenter les prix des biens et services dommageables pour l'environnement, incitant les consommateurs et les producteurs à tenir compte des conséquences de leurs décisions. En 2015, les recettes de ces impôts correspondaient à 5,9% du total des recettes des impôts et contributions sociales.

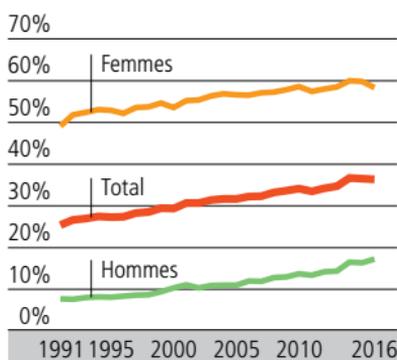
► www.statistique.admin.ch →
Trouver des statistiques → Espace, environnement

Personnes actives en % de la population résidente permanente (15+)

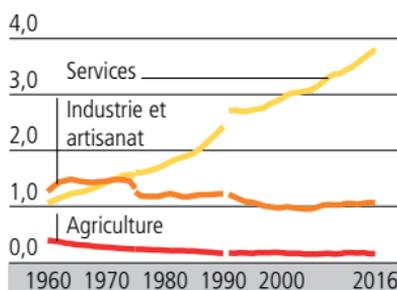


1 Depuis 1991, nouvelle méthode de calcul

Personnes travaillant à temps partiel en % des personnes actives occupées



Personnes actives occupées¹ par secteur économique en millions



1 Depuis 1975 respectivement 1991, nouvelle méthode de calcul

Personnes actives occupées selon le statut d'activité¹

Population résidente permanente, en milliers
2^e trimestre

	2015	2016
Total	4 590	4 672
Indépendants	559	585
Collaborateurs familiaux	85	88
Salariés	3 733	3 785
Apprentis	212	214

1 Définition sociologique

Personnes actives occupées selon le type d'autorisation et le sexe en milliers

2 ^e trimestre	1991	2000	2005	2010	2015	2016
Total	4 101	4 074	4 188	4 553	4 954	5 036
Suisses	3 050	3 105	3 130	3 301	3 452	3 493
Etrangers	1 051	969	1 058	1 252	1 502	1 543
Autorisat. d'établissement	551	588	576	624	721	746
Autorisation de séjour	177	181	235	341	410	417
Saisonniers ¹	85	25	–	–	–	–
Frontaliers	183	140	176	228	300	310
Autorisat. de courte durée	21	20	53	42	46	44
Autres étrangers	34	15	18	17	26	26
Hommes	2 406	2 302	2 321	2 511	2 696	2 739
Femmes	1 694	1 772	1 867	2 042	2 258	2 296

1 L'autorisation de séjour pour saisonniers n'est plus délivrée depuis le 1.6.2002

Forte progression de l'activité féminine

Entre 2011 et 2016, la progression des femmes actives occupées était bien plus marquée que celle des hommes actifs occupés (+9,4% à 2,295 millions resp. +6,7% à 2,738 millions). L'importance du temps partiel s'accroît aussi depuis des années. En 2016, 58,3% des femmes exerçaient une activité à temps réduit (2011: 57,4%). La part d'hommes à temps partiel s'élevait à 17,3%, mais elle a également progressé (+3,9 points de pourcent par rapport à 2011). L'essor de l'activité féminine et du temps partiel ont certainement été favorisés par la tertiarisation de l'économie; en effet, 86,6% des femmes étaient occupées dans le secteur tertiaire en 2016 (hommes: 66,6%) et les emplois à temps partiel se concentrent dans le secteur tertiaire (9 emplois à temps partiel sur 10).

Main d'œuvre étrangère

La main d'œuvre étrangère est une composante importante du marché suisse du travail. Toujours supérieure à 20% depuis les années 1960, leur proportion a atteint 30,4% en 2015. Les étrangers jouent un rôle particulièrement important dans le secteur secondaire, où ils représentent 39,0% des actifs occupés (2015), contre 28,8% dans le tertiaire.

En 2015, 78,5% des actifs occupés étrangers étaient des ressortissants d'un pays de l'UE ou de l'AELE. Parmi la population résidente permanente, deux tiers des ressortissants de l'UE sont de nationalité allemande (24,7%), italienne (21,1%) ou portugaise (20,6%).

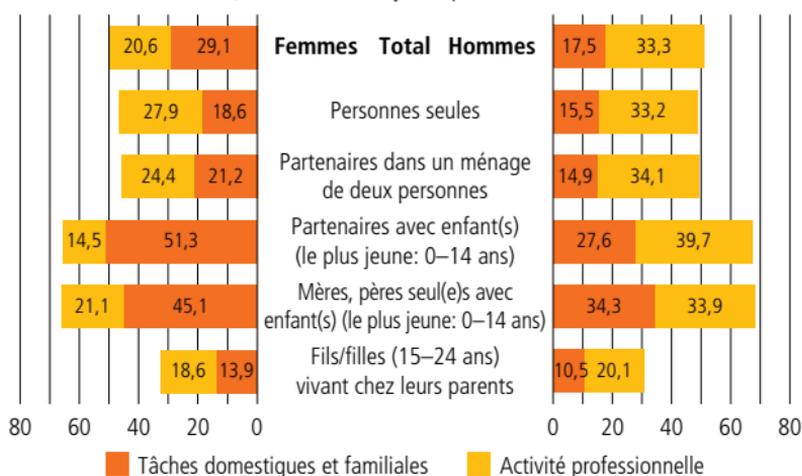
Taux de chômage¹ par grandes régions et autres caractéristiques

2 ^e trimestre	2005	2010	2014	2015	2016
Suisse	4,4	4,2	4,4	4,2	4,3
Région lémanique	6,5	5,7	6,2	6,6	7,1
Espace Mittelland	4,0	4,0	4,1	3,4	3,5
Suisse du Nord-Ouest	4,1	4,4	4,1	3,1	4,2
Zurich	4,2	3,8	4,5	4,1	3,0
Suisse orientale	3,8	3,6	2,8	3,7	4,0
Suisse centrale	2,9	3,1	3,7	3,1	3,0
Tessin	6,1	5,4	6,6	6,2	6,2
Hommes	3,9	3,8	4,3	4,0	3,9
Femmes	5,1	4,8	4,5	4,3	4,7
Suisses	3,2	3,2	3,2	2,8	3,0
Étrangers	8,9	7,5	7,9	8,0	7,7
15–24 ans	8,8	7,2	7,7	6,4	6,8
25–39 ans	4,4	4,8	4,7	4,6	4,7
40–54 ans	3,3	3,3	3,6	3,5	3,7
55–64 ans	3,7	3,4	3,7	3,7	3,4

¹ Taux de chômage au sens du BIT

Temps consacré à l'activité professionnelle et au travail domestique et familial, en 2013

Selon la situation familiale, en heures en moyenne par semaine¹



¹ Seulement personnes en âge d'exercer une activité professionnelle (femmes 15–63, hommes 15–64 ans)

Participation au travail bénévole, en 2013

en % de la population résidente permanente de 15 ans et plus

	Total	Informel	Organisé
Total	33,3	18,6	20,0
Hommes	31,8	13,8	22,2
Femmes	34,8	23,2	17,9

Salaire mensuel brut¹ selon les grandes régions, économie totale, en 2014

Médiane, en francs

	Total	Position professionnelle ²			
		a	b	c	d
Suisse	6 427	10 238	8 202	6 873	5 856
Région lémanique (VD, VS, GE)	6 497	10 833	8 598	6 949	5 899
Espace Mittelland (BE, FR, SO, NE, JU)	6 358	9 629	7 533	6 892	5 937
Suisse du Nord-Ouest (BS, BL, AG)	6 578	10 455	8 667	7 269	5 975
Zurich (ZH)	6 810	11 482	9 260	7 460	5 988
Suisse orientale (GL, SH, AR, AI, SG, GR, TG)	6 027	8 653	7 333	6 200	5 537
Suisse centrale (LU, UR, SZ, OW, NW, ZG)	6 352	9 618	7 706	6 507	5 850
Tessin (TI)	5 485	8 666	6 400	5 707	5 136

Salaire mensuel brut¹, secteurs privé et public, en 2014

Médiane, en francs

	Total	Niveau de compétences ³			
		e	f	g	h
Economie totale	6 427	4 952	5 460	6 924	8 650
Secteur privé	6 189	4 900	5 369	6 771	8 482
Secteur public	7 665	5 598	6 485	7 428	9 034

1 Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail

2 Position professionnelle

a = cadre supérieur et moyen

b = cadre inférieur

c = responsable de l'exécution de travaux

d = sans fonction de cadre

3 Niveau de compétences

e = Tâches physiques ou manuelles simples

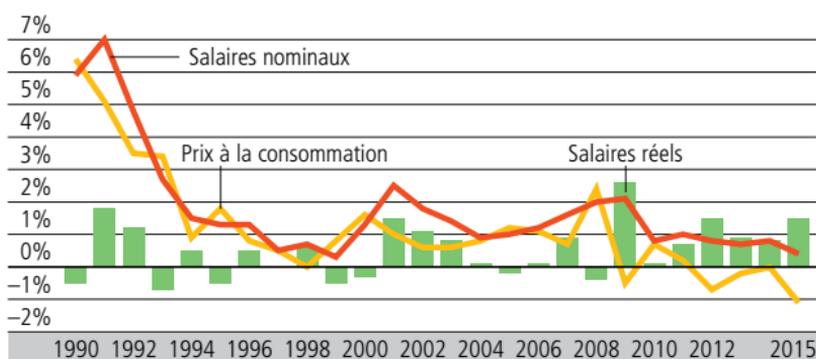
f = Tâches pratiques telles que la vente, les soins, le traitement de données et les tâches administratives, l'utilisation de machines et d'appareils électroniques, les services de sécurité, la conduite de véhicules

g = Tâches pratiques complexes nécessitant un vaste ensemble de connaissances dans un domaine spécialisé

h = Tâches qui exigent une capacité à résoudre des problèmes complexes et à prendre des décisions fondées sur un vaste ensemble de connaissances théoriques et factuelles dans un domaine spécialisé

Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels

Variation par rapport à l'année précédente, en %



Evolution des salaires réels

Indice 1939 = 100

	1980	1990	2000	2010	2014	2015
Total	254	272	279	298	311	315
Hommes	241	257	264	280	291	296
Femmes	279	302	311	336	351	357

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Travail et rémunération

Le commerce extérieur est le principal soutien à la croissance du PIB en 2015

L'activité économique en Suisse en 2015, mesurée par le PIB, a enregistré un ralentissement de sa croissance à 0,8% après la valeur de 2,0% mesurée en 2014 (variation aux prix de l'année précédente).

Sans prise en compte de l'or non monétaire, le solde de la balance des biens et services diminue de 3,4% en 2015. Cette baisse s'explique par la chute du solde de la balance des services due à la croissance supérieure des importations (+9,0%) par rapport aux exportations (+1,6%). En revanche, le solde de la balance des biens (sans l'or non monétaire) s'est accru de 8,2%. La hausse des exportations de biens est imputable principalement au commerce de transit et à l'industrie pharmaceutique.

Toujours côté demande, la consommation finale des ménages enregistre pour la seconde année consécutive une hausse modérée (+1,1% contre +1,2% en 2014), reflétant le climat de consommation morose, alors que les investissements voient leur croissance ralentir.

En ce qui concerne l'approche par la production, après une croissance soutenue en 2014, l'industrie manufacturière subit le contrecoup de l'abandon du taux plancher EUR/CHF et enregistre une légère baisse. Quant au secteur financier (banques et assurances), après un ralentissement de sa croissance en 2014, il enregistre une baisse de 1,7%.

Le produit intérieur brut (PIB) et ses composantes

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^p	2015 ^p
PIB	4,1	2,3	-2,1	3,0	1,8	1,0	1,8	2,0	0,8
Dépense de consommation finale	2,0	1,0	1,6	1,4	1,0	2,5	2,2	1,3	1,2
Formation brute de capital	-3,3	7,2	4,5	-4,9	12,1	-10,2	-9,4	4,1	3,9
Exportations de biens et de services	11,4	3,9	-10,0	12,8	4,9	1,1	15,3	-6,2	2,3
Importations de biens et de services	5,8	4,9	-3,8	8,1	9,2	-2,6	13,5	-7,8	4,5
PIB en milliards de francs, à prix courants	573	597	587	606	618	624	635	644	646

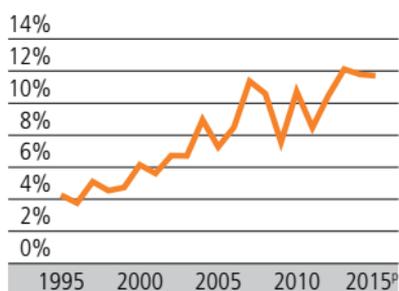
Importance des relations avec le reste du monde

A partir de 1997, le commerce extérieur a joué un rôle moteur dans la croissance du PIB. En effet, les périodes de forte croissance coïncident avec un commerce extérieur florissant. Les exportations sont la composante du PIB qui contribue le plus à la croissance durant les années fastes (1997 à 2000 et 2004 à 2007). L'une des conséquences du dynamisme des exportations est la progression de la part de la contribution extérieure (solde entre exportations et importations) au PIB, montrant l'importance croissante du reste du monde pour l'économie suisse. Cependant, en 2009 la Suisse a subi de plein fouet le ralentissement de l'économie mondiale, ce qui a conduit à une contribution du commerce extérieur négative.

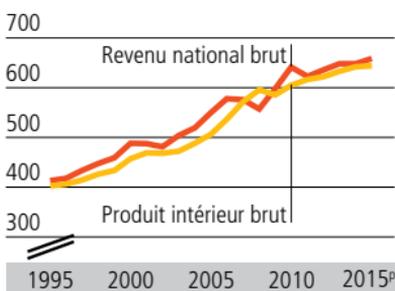
Depuis la crise financière de 2008, l'apport du commerce extérieur à la croissance du PIB est devenu plus erratique. En 2015, cette contribution est légèrement négative. Sur la plus longue durée, l'importance croissante du reste du monde s'observe également en considérant les revenus de la fortune encaissés de l'étranger, qui jouent ainsi un rôle croissant dans la détermination du revenu national brut (RNB),

généralement plus dynamique que le PIB. Les années 2008 et 2011 se distinguent fortement avec un RNB exceptionnellement moins dynamique en relation avec les pertes enregistrées par les filiales des banques suisses à l'étranger en 2008 et des effets de change en 2011. En 2015 le RNB a retrouvé le chemin de la croissance (+1,6%). Cette évolution est due à une diminution plus importante des revenus de la fortune versés à l'étranger (-22,7%) qui n'est que partiellement compensée par la baisse des revenus de la fortune reçus de l'étranger (-11,5%). La réduction des revenus de la fortune versés à l'étranger s'explique par une forte contraction des revenus des investissements directs après une année 2014 en forte croissance.

Poids de la contribution extérieure dans le PIB à prix courants

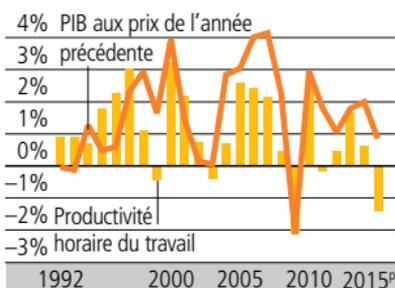


PIB et RNB à prix courants en milliards de francs suisses



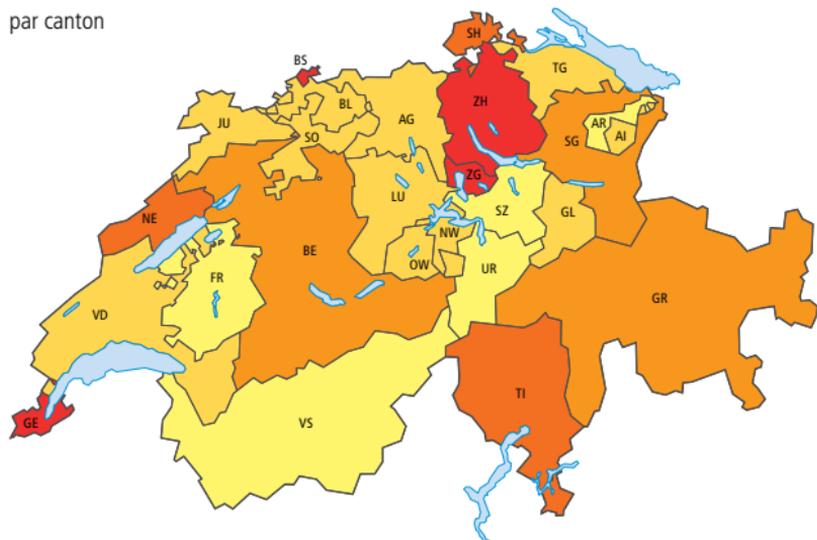
Une fois l'activité économique mesurée par le PIB connue, on peut s'intéresser à l'efficience avec laquelle les ressources productives (travail et capital) sont utilisées. L'efficience du travail est mesurée par sa productivité horaire, c'est-à-dire la valeur ajoutée créée par heure de travail.

Taux d'évolution annuel



Produit intérieur brut par habitant, en 2014

par canton



Produit intérieur brut par habitant à prix courants, en francs

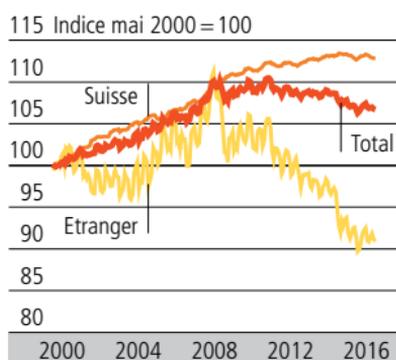
< 60 000 ≥ 60 000 ≥ 70 000 ≥ 80 000 ≥ 90 000 CH: 78 619

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Economie nationale

Evolution des prix à la consommation variation des moyennes annuelles en %

	2012	2013	2014	2015	2016
Total	-0,7	-0,2	0,0	-1,1	-0,4
Alimentation et boissons non-alcoolisées	-1,0	1,2	0,9	-0,8	0,4
Boissons alcoolisées et tabacs	1,1	1,3	1,0	0,0	-0,5
Habillement et chaussures	-6,0	-3,7	-1,3	0,3	1,3
Logement et énergie	0,8	0,1	1,0	-0,6	-0,1
Équipement ménager et entretien courant	-1,9	-1,6	-1,0	-2,1	-2,2
Santé	-0,3	-0,9	-0,9	-0,4	-0,4
Transport	-2,2	-0,9	-1,2	-4,4	-2,4
Communications	-0,6	-2,3	-2,3	-0,9	-1,5
Loisirs et culture	-2,8	0,0	0,1	-2,0	0,8
Enseignement	1,7	1,7	1,6	1,2	0,8
Restaurants et hôtels	0,7	0,7	0,7	0,0	-0,2
Autres biens et services	0,1	0,6	-0,8	-0,8	-1,8

Prix à la consommation selon la provenance des biens



Indice des prix à la production et à l'importation



Indices du niveau des prix en comparaison internationale, en 2015

EU-28 = 100

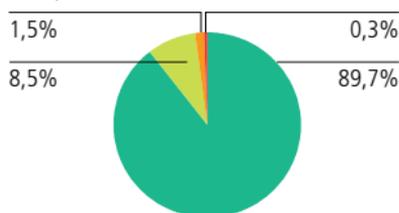
	Suisse	Allemagne	France	Italie
Produit intérieur brut	156	104	107	97
Consommation individuelle effective	172	101	103	99
Alimentation et boissons non-alcoolisées	172	103	109	109
Boissons alcoolisées et tabacs	130	92	103	95
Habillement et chaussures	131	100	100	100
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	187	106	109	96
Ameublement, équipement ménager et entretien	134	98	102	105
Santé	214	103	96	105
Transport	123	102	101	96
Communications	137	97	99	116
Loisirs et culture	150	101	107	98
Enseignement	267	107	103	90
Hôtels, cafés et restaurants	168	98	107	107
Autres biens et services	171	97	101	96
Consommation collective effective	185	117	124	109
Formation brute de capital fixe	143	114	114	87
Machines et appareils	115	98	101	97
Construction	187	131	123	80
Logiciels	107	99	99	107

Plus de 99% des entreprises sont des PME

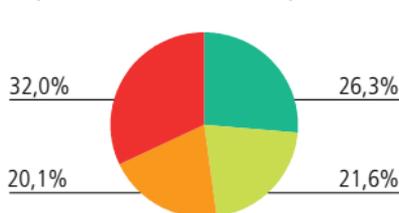
En Suisse, plus de 99% des entreprises sont des PME, c'est-à-dire des petites et moyennes entreprises avec moins de 250 emplois. La proportion de micro-entreprises (de 1 à 9 emplois) en 2014 est plus élevée dans le secteur des services (90,7%) que dans le secondaire (79,9%). En conséquence, la taille moyenne des entreprises est plus petite dans le tertiaire (8,5 emplois) que dans le secondaire (12 emplois). Les PME représentent plus de deux tiers des emplois, les grandes entreprises (à partir de 250 emplois) environ un tiers. Un peu plus d'un quart des emplois (26,3%) se trouvent dans des micro-entreprises et plus d'un cinquième (21,6%) dans des entreprises comptant de 10 à 49 emplois. La part du secteur tertiaire dans le total des emplois se situait à 71,0% en 2014. Au sein des entreprises marchandes on dénombrait plus de 161 000 emplois dans le secteur primaire, 1 104 000 dans le secondaire et 3 100 000 dans le tertiaire. Les branches comptant le plus grand nombre d'emplois sont les activités pour la santé humaine (373 000 emplois) et le commerce de détail (351 000).

Taille des entreprises¹, en 2014

Entreprises selon la taille



Emplois selon la taille des entreprises



0-9

10-49

50-249

250+

¹ Entreprises marchandes seulement. La taille des entreprises est mesurée selon le nombre d'emplois

Entreprises marchandes, nombre d'emplois par branche

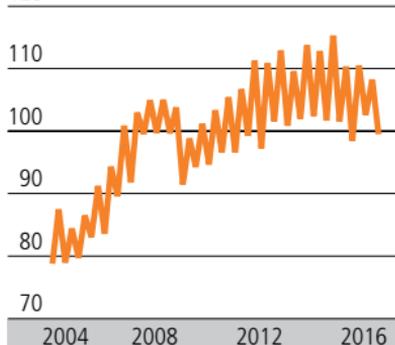
selon la NOGA 2008, en milliers	2014	
	Entreprises	Emplois
Total	578,1	4 366,8
Secteur primaire	55,0	161,5
Secteur secondaire	91,1	1 104,7
dont:		
Industries alimentaires et du tabac	4,1	96,5
Industries du textile et de l'habillement	2,9	16,1
Industries du bois et du papier; imprimerie	10,1	72,2
Industrie pharmaceutique	0,3	43,8
Fabrication de produits métalliques	8,0	101,1
Fabrication de produits informatiques et électroniques; horlogerie	2,1	115,0
Fabrication d'équipements électriques	0,9	36,0
Production et distribution d'énergie	0,8	30,7
Construction de bâtiments et génie civil	8,8	111,3
Secteur tertiaire	432,0	3 100,6
dont:		
Commerce de gros	24,5	233,9
Commerce de détail	36,8	351,3
Hébergement	5,7	75,5
Restauration	23,4	164,8
Programmation, conseil et autres activités informatiques	15,6	87,0
Activités des services financiers	5,9	134,6
Activités d'architecture et d'ingénierie	24,6	122,5
Activités de services administratifs et de soutien	3,9	21,7
Santé humaine et action sociale	61,3	543,7

Créations d'entreprises, en 2014

Divisions économiques (NOGA 2008)	Entreprises créées	En %	Emplois à plein temps créés	En %
Total	42 478	100,0	56 996	100,0
Secteur secondaire	5 124	12,1	8 009	14,1
Industrie et énergies	2 040	4,8	2 643	4,6
Construction	3 084	7,3	5 366	9,4
Secteur tertiaire	37 354	87,9	48 987	85,9
Commerce et réparations	5 434	12,8	7 269	12,8
Transports et entreposage	919	2,2	1 309	2,3
Hébergement et restauration	1 117	2,6	2 354	4,1
Information et communication	2 388	5,6	3 220	5,6
Activités financières et assurances	1 617	3,8	2 339	4,1
Activités immobilières et de services	3 626	8,5	6 081	10,7
Activités spécialisées et scientifiques	8 920	21,0	10 843	19,0
Enseignement	2 017	4,7	2 281	4,0
Santé et action sociale	4 962	11,7	5 878	10,3
Arts et activités récréatives	2 475	5,8	3 172	5,6
Autres activités de services	3 879	9,1	4 241	7,4

Production dans le secteur secondaire

Evolution indexée des résultats trimestriels, moyenne annuelle 2010=100



La production dans le secteur secondaire (sans la construction) a dans l'ensemble progressé de 28% entre 2004 et 2015. L'évolution de ce secteur dépend beaucoup de la conjoncture économique. La production a fortement augmenté dans les années 2005 à 2007 sous l'effet de la bonne conjoncture. Elle s'est amoindrie à fin 2008, suite à la crise financière mondiale. Mais la situation a commencé à s'améliorer en 2010. Début 2015, la Banque nationale suisse a abandonné le taux plancher du franc suisse face à l'euro. Cette mesure de politique financière a entraîné un renchérissement des produits suisses et presque toutes les branches de l'industrie ont enregistré des pertes dans la production en 2015 par rapport à l'année précédente.

Emploi

Durant la même période, le nombre d'emplois a augmenté de 4,5% dans le secteur secondaire (construction non comprise). Entre le 1^{er} trimestre 2006 et le 3^e trimestre 2008, l'emploi a connu un essor vigoureux. Mais la crise financière a coupé cet essor et le nombre d'emplois au 1^{er} trimestre 2010 est revenu au niveau qu'il atteignait au 4^e trimestre 2006. La situation dans l'industrie s'est légèrement améliorée jusque vers le milieu de 2012 avant de se détériorer à nouveau faiblement. Le nombre d'emplois a un peu diminué jusqu'au 2^e trimestre 2013 et connu une évolution semblable en 2015.

De 2004 à 2015, l'emploi dans la construction a progressé de 16%. Dans le même temps, il a augmenté de 21% dans le secteur tertiaire. La hausse a été particulièrement forte entre 2006 et 2008, de même que de 2011 à 2013.

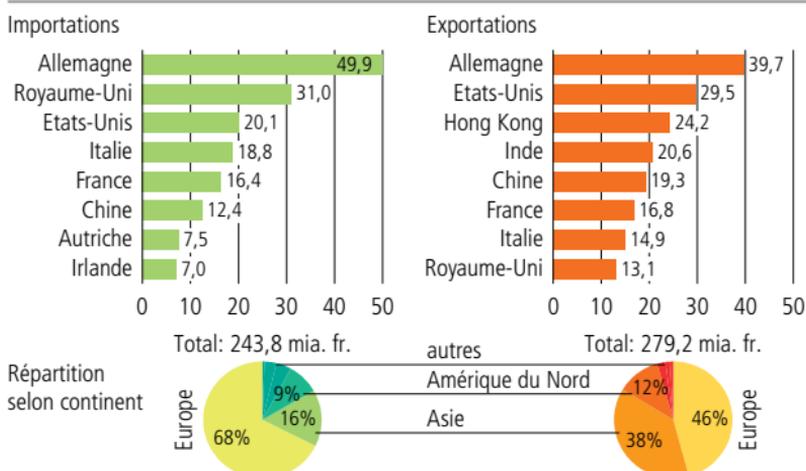
Chiffres d'affaires du commerce de détail

Variation en % par rapport à l'année précédente

		2011	2012	2013	2014	2015
Total	nominal	-1,2	1,0	0,4	0,1	-3,0
	réel	1,2	3,4	1,6	1,0	-1,2
dont:						
Alimentation, boissons, tabac et articles pour fumeurs	nominal	-0,5	1,7	2,3	1,8	-0,7
	réel	2,1	2,4	1,1	0,9	0,0
Vêtements, chaussures	nominal	-4,0	-2,3	-2,0	-1,1	-5,3
	réel	-5,6	4,0	1,9	0,2	-5,6
Carburants	nominal	4,7	6,9	1,9	-5,7	-16,5
	réel	-1,4	2,5	4,2	-2,6	-3,4
Total hors carburants	nominal	-1,6	0,7	0,3	0,4	-2,2
	réel	0,6	3,2	1,3	1,0	-0,8

Commerce extérieur: les principaux partenaires, en 2015

en milliards de francs



Le commerce extérieur représente une part importante du produit intérieur brut de la Suisse. Le principal partenaire commercial helvétique est l'UE qui génère 64% des importations et 43% des exportations (2015). L'Allemagne y joue rôle particulièrement important. Notre voisin germanique devance les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Les échanges de produits issus de l'industrie chimique et pharmaceutique sont vitaux pour la Suisse. Les machines, appareils et l'électronique de même que l'horlogerie constituent également des secteurs clés.

Commerce extérieur: les principaux biens

en millions de francs

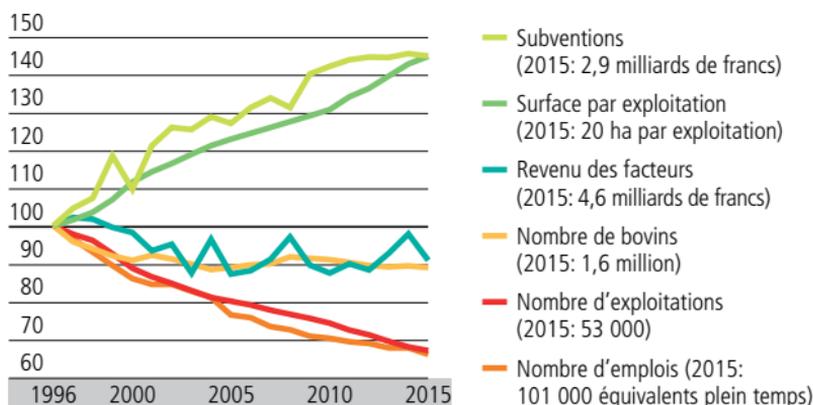
	Importations			Exportations		
	2000	2014	2015	2000	2014	2015
Total	139 402	252 505	243 772	136 015	285 179	279 155
dont:						
Produits de l'agriculture et de la sylviculture	9 925	14 062	13 309	4 428	9 415	9 032
Textiles, habillement, chaussures	8 905	9 247	8 826	3 891	3 173	3 151
Produits chimiques	21 899	42 945	38 769	35 892	85 323	84 685
Métaux	10 735	14 395	12 887	10 892	12 481	11 794
Machines, électronique	31 583	30 347	28 481	37 137	33 341	31 056
Véhicules	14 903	16 151	16 878	3 054	5 682	5 870
Instruments, horlogerie	6 058	11 026	10 952	18 271	36 944	35 977

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Industrie, services

Les surfaces agricoles ainsi que les forêts et autres surfaces boisées occupent respectivement 36% et 31% du territoire suisse. Le paysage est donc largement façonné par l'agriculture et la sylviculture. Non seulement ces activités produisent des aliments, des matériaux de construction ou de l'énergie renouvelable, mais elles sont aussi importantes pour le maintien d'une activité économique décentralisée, pour la protection de la diversité paysagère et la biodiversité. En 2015, la part cumulée de ces deux branches à la valeur ajoutée brute de l'économie suisse était de 0,7%.

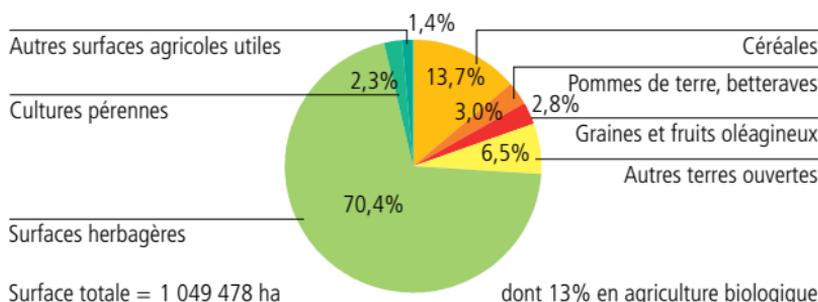
Quelques indicateurs-clés de l'agriculture

Indice 1996=100



Utilisation de la surface agricole utile, en 2015

sans les alpages

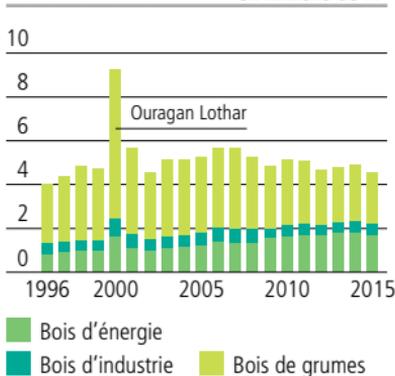


Valeur de production¹ de l'agriculture, en 2016

Produit	en %
Produits végétaux	39,4
Céréales	2,8
Plantes fourragères	9,1
Produits maraîchers et horticoles	13,5
Fruits et raisin	5,2
Vins	4,2
Autres produits végétaux	4,5
Animaux et produits animaux	49,1
Bovins	13,7
Porcins	8,8
Lait	20,5
Autres animaux et produits animaux	6,2
Services agricoles	7,0
Activités secondaires non agricoles	4,5

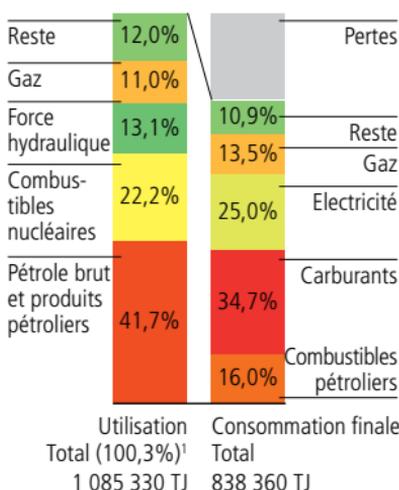
¹ Valeur totale = 10,2 milliards de francs

Récolte de bois



► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Agriculture et sylviculture

Utilisation totale et consommation finale d'énergie, en 2015

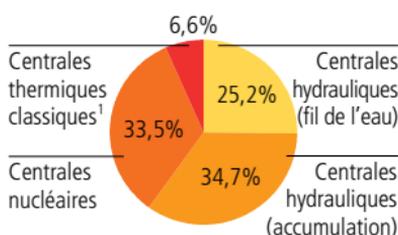


¹ Y.c. le solde exportateur d'électricité (0,3%)

Consommation en hausse

La consommation d'énergie finale est étroitement liée à l'évolution économique et démographique. Toute croissance de la population, de la production, de la consommation, de la dimension des logements, du poids des véhicules à moteur, etc. se traduit par une utilisation accrue d'énergie, à moins d'être compensée par une meilleure efficacité énergétique. En 2015, les transports représentaient le principal agent consommateur d'énergie, avec environ 36% de la consommation d'énergie finale. 65% de la consommation d'énergie finale ont été couverts par les énergies fossiles et 23% l'ont été par les énergies renouvelables, principalement l'énergie hydraulique.

Production d'électricité par catégorie de centrale, en 2015



Total: 66,0 milliards kWh

¹ Y.c. centrales chaleur-force et diverses énergies renouvelables

Energies renouvelables, en 2015

Part de la consommation finale en %

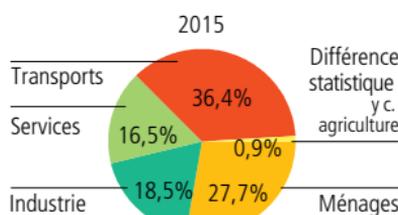
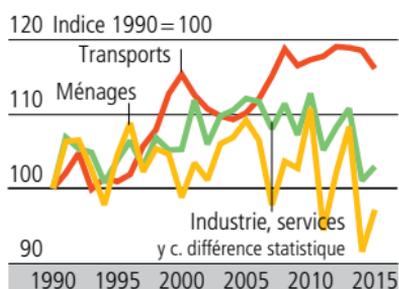
Catégorie	Part de la consommation finale en %
Total	22,96
Force hydraulique	13,78
Energie solaire	0,73
Chaleur ambiante	1,72
Energie de la biomasse (bois et biogaz)	4,71
Energie éolienne	0,04
Part renouvelable des déchets	1,42
Energie fournie par les stations d'épuration des eaux	0,21
Carburants biogènes	0,35

Consommation finale d'énergie

en milliers de TJ



Consommation finale d'énergie par catégories de consommateurs



► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Energie

► www.ofen.admin.ch (Office fédéral de l'énergie) → Thèmes → Statistiques de l'énergie

Dépenses dans la construction		en millions de francs, aux prix de 2000				
	1980	1990	2000	2010	2014	
Total	34 198	47 588	43 708	49 240	54 981	
Dépenses publiques	11 389	14 507	15 983	15 958	18 120	
Génie civil	6 791	7 740	10 060	9 649	10 712	
dont routes	...	...	5 221	4 739	4 747
Bâtiment	4 599	6 767	5 923	6 309	7 409	
Autres dépenses	22 809	33 081	27 725	33 281	36 861	
dont logements	...	...	17 147	22 995	25 238

Construction de logements

	1980	1990	2000	2010	2014
Nouveaux bâtiments à usage d'habitation	20 806	16 162	16 962	14 736	13 238
dont maisons individuelles	16 963	11 200	13 768	9 387	7 563
Nouveaux logements	40 876	39 984	32 214	43 632	49 162
d'une pièce	2 122	2 010	528	725	1 851
de 2 pièces	4 598	5 248	1 779	3 913	7 052
de 3 pièces	7 094	8 937	4 630	10 608	13 804
de 4 pièces	11 557	12 487	10 783	15 438	15 856
de 5 pièces ou plus	15 505	11 302	14 494	12 948	10 599

Parc de logements

	1980	1990	2000	2010	2015
Effectif	2 702 656	3 140 353	3 574 988	4 079 060 ²	4 351 846
dont vacants en %	0,74	0,55 ¹	1,26 ¹	0,94 ¹	1,30 ¹

1 Au 1^{er} juin de l'année suivante

2 Depuis 2009, le nombre de logements est tiré de la statistique des bâtiments et des logements (StatBL)

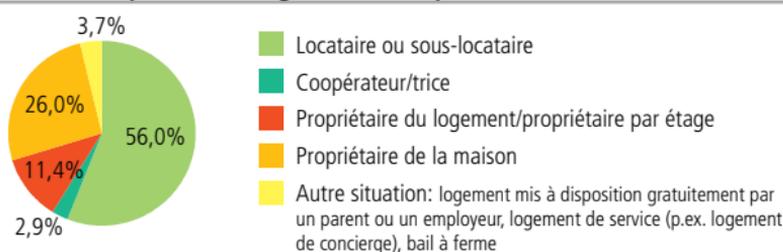
Vers un essor de la maison individuelle

De 1970 à 2015, la part des maisons individuelles dans le parc immobilier est passée de 40% à 57%. Celles-ci représentent en 2014 57% des bâtiments d'habitation nouvellement construits.

Augmentation constante du taux de propriété depuis 1970

A fin 2014, sur l'ensemble de la Suisse, 37,4% des ménages, soit 1 338 912 ménages, sont propriétaires du logement qu'ils occupent. Depuis 1970, ce taux est en augmentation constante (1970: 28,5%; 1980: 30,1%; 1990: 31,3%; 2000: 34,6%). C'est dans la catégorie de la propriété par étage que cette croissance est la plus forte, passant de 237 700 ménages en 2000 à 408 683 en 2014 (+72%). Toutefois, les ménages possédant la maison dans laquelle se trouve leur logement représente toujours la majorité des propriétaires (2000: 809 700; 2014: 930 228).

Statut d'occupation des logements occupés, en 2014



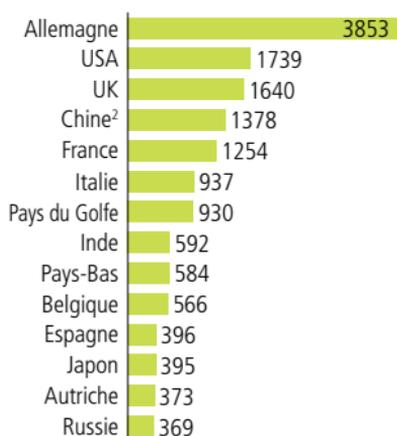
► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Construction, logement

Principaux indicateurs du tourisme

	2013	2014	2015
Offre (lits)¹			
Hôtels et établissements de cure	271 298	272 636	273 507
Demande: arrivées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	16 831	17 162	17 429
Terrains de camping	891	836	874
Demande: nuitées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	35 624	35 934	35 628
Hôtes de l'étranger en %	55	55	55
Terrains de camping	2 864	2 673	2 657
Hôtes de l'étranger en %	41	39	33
Durée de séjour nuits			
Hôtels et établissements de cure	2,1	2,1	2,0
Terrains de camping	3,2	3,2	3,0
Taux brut d'occupation des hôtels et établis. de cure			
en % des lits recensés ¹	36,0	36,1	35,7
Balance touristique en millions de francs			
Recettes générées par les hôtes étrangers en Suisse	15 543	16 299	15 746
Dépenses des Suisses à l'étranger	14 976	15 444	15 422
Solde	567	854	323

¹ Total des lits recensés dans les établissements (ouverts ou temporairement fermés) en moyenne annuelle

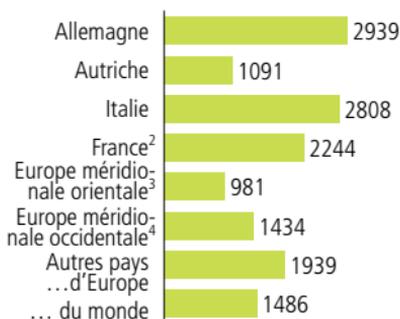
Nuitées effectuées par les hôtes de l'étranger en Suisse¹, en 2015



¹ en milliers, sans la parahôtellerie

² sans Hong Kong

Destinations de voyage à l'étranger des Suisses¹, en 2015



¹ Population résidente permanente, voyages à l'étranger avec nuitées en milliers; total: 14,9 millions

² Inclus les départements d'Outre-mer et Monaco

³ Grèce, Turquie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Albanie, Slovaquie, Monténégro, Kosovo, Roumanie, Bulgarie, Macédoine

⁴ Espagne, Portugal, Andorre, Gibraltar

Comportement en matière de voyages

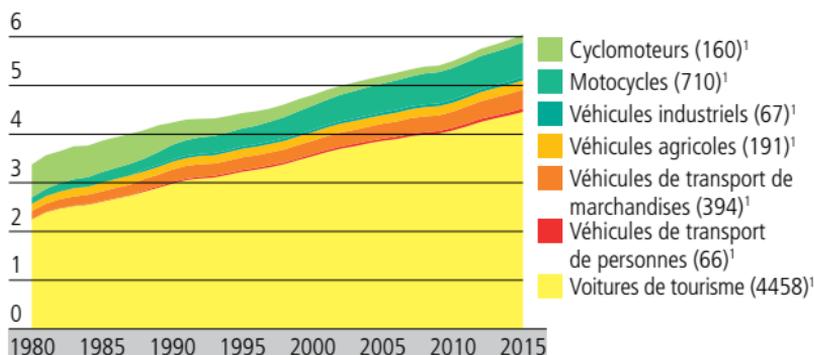
88,4% des personnes dès 6 ans vivant en Suisse ont accompli en 2015 au moins un voyage privé avec nuitées. Plus précisément, chaque personne a entrepris en moyenne 3,1 voyages avec nuitées et 10,7 voyages d'une journée. Plus de la moitié (54%) des voyages avec nuitées étaient des voyages de longue durée (4 nuitées et plus). Les voyages à l'étranger ont représenté 66% des voyages avec nuitées et 12% des voyages d'un jour.

Infrastructure

Près d'un tiers des surfaces d'habitat et d'infrastructure sont consacrées aux transports (selon la statistique de la superficie 2004/2009). En 2015, le réseau routier s'étendait sur 1823 km pour les routes nationales (dont 1440 km d'autoroutes), 17 898 km pour les routes cantonales et 51 799 km pour les routes communales. La longueur du réseau de chemins de fer était de 5196 km.

Parc des véhicules routiers motorisés

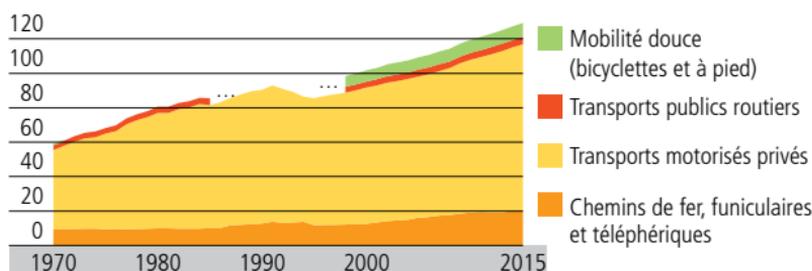
en millions



1 Entre parenthèses: parc 2015, en milliers

Prestations du transport de personnes

en milliards de personnes-kilomètres par an



Mobilité journalière, en 2010

 Moyenne par personne et par jour¹

	Distance en km	Durée en min. ²		Distance en km	Durée en min. ²
Total	36,7	83,4	Moyens de transport		
Motifs de déplacement			A pied	2,0	31,4
Travail et formation	10,9	20,5	Bicyclette	0,8	3,8
Achats	4,7	11,8	Cyclomoteur	0,0	0,2
Services et accompagnement	1,8	3,1	Motocycle	0,5	0,9
Déplacements professionnels	2,5	3,9	Voiture	23,8	33,2
Loisirs	14,7	40,5	Bus/Tram	1,4	4,8
Autres	2,1	3,6	Car postal	0,1	0,3
			Train	7,1	6,4
			Autres	0,9	2,4

1 Mobilité journalière en Suisse de la population résidente permanente âgée de 6 ans et plus

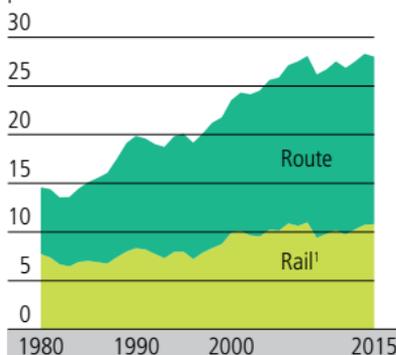
2 Temps de trajet: sans les temps d'attente et de correspondance

Les déplacements pendulaires

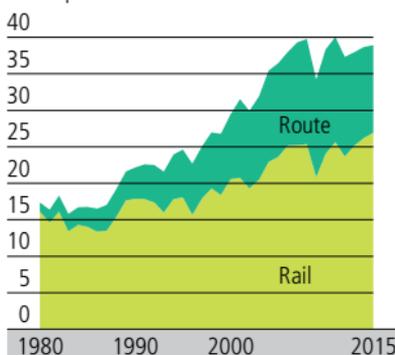
En 2015, 9 personnes actives occupées sur 10 étaient des pendulaires, autrement dit des personnes qui quittent leur domicile pour se rendre au travail. Environ 70% des pendulaires travaillaient en dehors de leur commune de domicile et 20% en dehors de leur canton de domicile.

Transports de marchandises

Total, en milliards de tonnes-kilomètres par an



A travers les Alpes, en millions de tonnes nettes par an

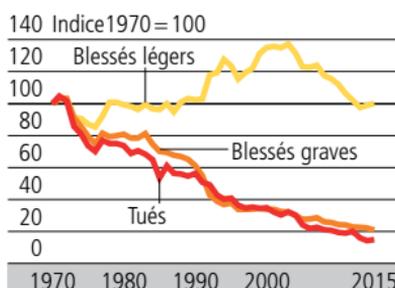


1 Tonnes-kilomètres nettes, sans le poids des véhicules, des remorques, des conteneurs et des caisses mobiles dans le transport combiné

Victimes d'accidents par mode de transport, en 2015

Trafic routier	
Tués	253
Blessés graves	3 830
Blessés légers	17 708
Trafic ferroviaire	
Tués	21
Aviation civile	
Tués	8

Victimes d'accidents de la route



Coûts et financement des transports

En 2013, le transport routier motorisé et le transport ferroviaire ont engendré, en Suisse, des coûts totaux de 84,8 milliards de francs. Ce chiffre comprend non seulement les dépenses pour les infrastructures et les moyens de transport, mais aussi les coûts des accidents et des dommages causés à l'environnement et à la santé.

Coûts et financement des transports, en 2013

	Mia. fr.	%
Coûts totaux	84,8	100
Transport de personnes	63,6	75
Transport routier motorisé	55,2	65
Transport ferroviaire	8,4	10
Transport de marchandises	21,2	25
Transport routier	19,3	23
Transport ferroviaire	1,9	2

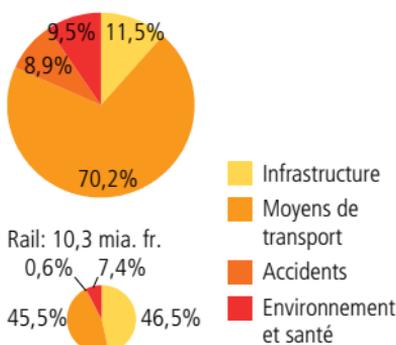
Financement par les usagers

Transport routier	66,6	89
Transport ferroviaire	4,8	47

Coûts du transport

par type de coûts, en 2013

Transport routier motorisé: 74,5 mia. fr.



► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Mobilité et transports



	Année	Suisse	Allemagne	Grèce
Habitants (début de l'année) en milliers	2014 ⁴	8 140	80 767	10 927
Habitants par km ²	2013 ⁴	202	230	84
Pourcentage des moins de 20 ans	2014 ⁴	20,3	18,1	19,6
Pourcentage des plus de 64 ans	2014 ⁴	17,6	20,8	20,5
Population étrangère, en % de la population	2014 ⁴	23,8	8,7	7,8
Naissances vivantes pour 1000 habitants	2013	10,3	8,3	8,6
Naissances hors mariage en %	2013	21,1	34,8	7,0
Espérance de vie ¹ des femmes en années	2013	85,0	83,2	84,0
Espérance de vie ¹ des hommes en années	2013	80,7	78,6	78,7
Surface totale en km ²	2009 ⁵	41 285	357 113	120 168
Surface agricole en % de la surface totale	2009 ⁵	36,9	51,7	35,4
Surface forestière en % de la surface totale	2009 ⁵	30,8	33,9	33,4
Emissions de gaz à effet de serre en équivalent CO ₂ (t par habitant)	2013	6,5	11,6	9,6
Taux d'actifs occupés	2014	79,8	73,8	49,4
Taux de femmes actives occupées	2014	75,1	69,5	41,1
Taux d'hommes actifs occupés	2014	84,4	78,1	58,0
Taux de chômage au sens du BIT (15–74)	2014	4,5	5,0	26,5
Femmes	2014	4,7	4,6	30,2
Hommes	2014	4,4	5,3	23,7
15–24 ans	2014	8,6	7,7	52,4
Chômeurs de longue durée au sens du BIT (15–74)	2014	35,2	44,3	73,5
Produit intérieur brut, par habitant, en standard de pouvoir d'achat (SPA)	2013	40 600	32 000	...
Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)	2016	-0,5	0,4	0,0
Consommation brute d'énergie, en tonnes d'équivalent de pétrole brut par habitant	2013	3,4	4,0	2,2
Part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie brute en %	2013	19,0	10,3	10,7
Lits dans les hôtels et établissements de cure pour 1000 habitants	2014	33,5	21,8	73,2
Voitures de tourisme pour 1000 habitants	2013 ⁵	531,0	538,0	...
Accidents de la route: tués par mio. d'habitants	2009 ⁵	46	54	139
Dépenses de protection sociale en % du PIB	2013	25,5	28,6	...
Coûts du système de santé en % du PIB	2012	11,4	10,9	9,2
Mortalité infantile ²	2013	3,9	3,3	3,7
Jeunes (18–24) sans formation post-obligatoire en %	2014	28,7	35,6	16,2
Personnes (25–64) avec une formation achevée la plus élevée: degré tertiaire en %	2014	40,2	27,1	28,1
Dépenses publiques pour l'éducation % du PIB	2011	5,3	5,0	...
Taux de risque de pauvreté ³	2014	...	9,9	13,2
Médiane du revenu disponible équivalent, en standard de pouvoir d'achat (SPA)	2014	...	19 299	8 610
Coût du logement en % du revenu disponible des ménages	2014	...	27,3	42,5

1 A la naissance

2 Enfants décédés dans leur première année de vie pour 1000 naissances vivantes

3 En % de tous les actifs occupés

4 Au 1^{er} janvier

5 Au 31 décembre

6 UE-28



Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Autriche	Suède	Roy.-Uni	UE-27
46 512	65 836	60 783	16 829	8 507	9 645	64 308	502 601
93	104	199	498	103	24	264	117
19,8	24,6	18,6	22,9	19,9	22,7	23,6	21,0
18,1	18,0	21,4	17,3	18,3	19,4	17,5	18,5
10,1	6,3	8,1	4,4	12,4	7,1	7,8	...
9,1	12,4	8,6	10,2	9,4	11,9	12,2	10,0
40,9	...	26,9	47,4	...	54,4	...	...
86,1	85,6	85,2	83,2	83,8	83,8	82,9	83,3
80,2	79,0	80,3	79,5	78,6	80,2	79,2	77,8
493 501	548 763	301 392	37 357	83 920	449 159	244 436	...
52,9	54,2	51,4	55,0	38,2	8,1	65,1	...
31,9	31,7	33,2	11,9	47,0	66,0	14,8	...
6,9	7,5	7,3	11,7	9,4	5,8	9,0	8,8 ⁶
56,0	64,3	55,7	73,1	71,1	74,9	71,9	64,9
51,2	60,9	46,8	68,1	66,9	73,1	67,1	59,7
60,7	67,7	64,7	78,1	75,2	76,5	76,8	70,2
24,5	10,3	12,7	7,4	5,6	7,9	6,1	10,2
25,4	10,0	13,8	7,8	5,4	7,7	5,8	10,3
23,6	10,5	11,9	7,2	5,9	8,2	6,4	10,1
53,2	24,2	42,7	12,7	10,3	22,9	16,9	22,0
52,8	42,8	61,4	40,0	27,2	18,9	35,8	49,4
24 500	27 800	25 200	32 600	33 200	32 700	27 200	25 800
-0,3	0,3	-0,1	0,1	1,0	1,1	0,7	0,3 ⁶
2,6	3,9	2,6	4,8	4,0	5,1	3,1	3,3 ⁶
14,7	9,0	16,5	4,2	29,6	34,8	5,0	11,8 ⁶
40,3	19,4	36,9	15,0	70,4	24,8	...	26,9
474,0	490,0	608,0	471,0	546,0	...	442,0	...
68	67	79	41	81	43	43	78
25,4	32,6	29,5	31,6	29,8	30,5	29,9	...
9,2	11,2	...	11,8	10,4	9,1	...	...
2,7	3,6	2,9	3,8	3,1	2,7	3,8	...
39,3	17,1	32,1	30,5	18,4	26,5	16,3	27,0
34,7	33,2	16,9	34,4	29,9	38,7	40,5	29,3
4,8	5,7	4,3	5,9	5,8	6,8	6,0	5,3
12,6	8,0	11,1	5,3	7,2	7,8	8,7	9,6
14 195	19 307	15 274	18 805	21 662	20 614	16 933	...
19,1	18,3	17,1	29,4	18,3	22,0	25,1	22,6

Bilans et bénéfices des banques à la fin de 2015

Catégories	Nombre d'établissements		Bilan en mio. de fr.	Bénéfice/ Perte	Effectifs en équi- valents plein temps
	1990	2015			
Total	625	266	3 026 126	15 817	123 890
Banques cantonales	29	24	537 441	2 741	17 360
Grandes banques	4	3	1 424 231	10 175	53 016
Banques régionales, caisses d'épargne	204	62	113 078	422	3 836
Banques Raiffeisen	2	1	202 412	727	8 807
Autres banques	5	14	198 580	856	7 933
Succursales de banques étrangères	16	26	72 669	88	1 084
Banquiers privés	22	7	6 699	48	614

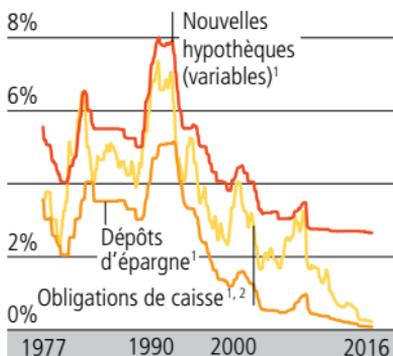
Structure du bilan des banques, en 2015

Actifs	in %
Total	100
dont étranger	42,7
Liquidités	15,5
Créances sur les banques	9,0
Créances envers clients	19,6
Créances hypothécaires	31,2
Participations	3,0
Immobilisations	0,7
Autres	21,0
Passifs	
Total	100
dont étranger	45,6
Engagements envers les banques	11,4
Engagements résultant des dépôts de clientèle	57,0
Obligations de caisse	0,4
Prêts sur lettres de gage et emprunts	12,4
Autres	18,0

Prestations des assurances, en 2015

Versées en Suisse dans l'assurance directe

Branche d'assurance	Mio. de fr.	En %
Total	29 667	100
Vie	12 742	42,9
Maladie	7 454	25,1
Véhicules automobiles	3 531	11,9
Accidents	1 980	6,7
Responsabilité civile	990	3,3
Incendies	853	2,9
Autres	2 117	7,1

Taux d'intérêt

1 Jusqu'en 2007, valeur moyenne de toutes les banques cantonales; dès 2008, valeur moyenne de 60 établissements (y compris les banques cantonales)

2 Jusqu'en 2007, pour une période de 3 à 8 ans; dès 2008, pour une période de 5 ans

Cours des devises en Suisse¹

	2012	2014	2016
\$ 1	0,938	0,915	0,985
¥ 100	1,176	0,865	0,908
€ 1	1,205	1,215	1,090
£ 1	1,486	1,507	1,335

1 Cours d'achat des banques, moyenne annuelle

Assurances privées, en 2015
en millions de francs

Branche d'assurance	Primes¹	Prestations¹
Total	121 763	83 740
Assurance-vie	34 622	29 238
Assurance-accidents/ dommages	48 157	31 170
Réassurance	38 984	23 332

1 A l'intérieur et à l'extérieur du pays

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Monnaie, banques, assurances

► www.snb.ch/fr (Banque nationale suisse)

► www.finma.ch (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers) → assurances privées

Les trois niveaux du système de sécurité sociale

Le système suisse de sécurité sociale est structuré en trois niveaux:

Le premier niveau est formé par la garantie individuelle du niveau de vie et par les prestations publiques de base. Celles-ci sont accessibles à tous et englobent le système éducatif, le système judiciaire ainsi que la sécurité publique.

Le deuxième niveau comprend toutes les assurances sociales et vise à couvrir des risques comme la vieillesse, la maladie, l'invalidité, le chômage et la maternité.

Enfin, le troisième niveau englobe l'aide sociale au sens large. L'aide sociale économique, appelée également aide sociale au sens strict, forme le dernier maillon du système de sécurité sociale. On ne peut y recourir que lorsque d'autres prestations, par exemple des assurances sociales, ne sont pas disponibles ou qu'elles sont épuisées. En outre, l'aide sociale présuppose une situation de besoin. Elle n'est accordée qu'à des personnes se trouvant dans une situation économique difficile.

En amont de l'aide sociale économique, toujours au troisième niveau, il existe d'autres prestations sous condition de ressources visant à prévenir la dépendance de l'aide sociale économique. Parmi ces dernières se trouvent les prestations complémentaires, les avances sur pensions alimentaires ainsi que les aides cantonales au logement, à la famille, aux chômeurs et aux personnes âgées/invalides.

Dépenses totales pour la protection sociale

En 2014, les dépenses totales de la protection sociale se sont élevées à 174 milliards de francs dont 157 milliards de francs pour les prestations sociales proprement dites. Environ 80% de ces dernières sont accordées dans le cadre des assurances sociales (ce qui correspond au deuxième niveau du système de protection sociale).

Protection sociale: dépenses et recettes

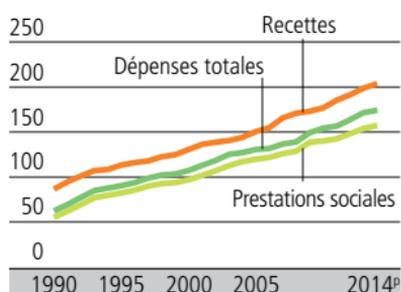
en milliards de francs sans doubles comptages

	1990	1995	2000	2010	2014 ^P
Dépenses totales	62,1	90,2	107,1	154,4	174,1
dont prestations sociales	55,2	82,1	96,6	139,9	157,3
Recettes	86,2	113,3	130,5	176,9	203,9
Taux de dépenses sociales ¹	17,4	22,3	23,4	25,5	27,1

¹ Dépenses totales par rapport au PIB

Protection sociale: dépenses et recettes

en milliards de francs



Prestations sociales par fonction, en 2014^P

	en %
Vieillesse	43,0
Maladie/soins de santé	29,7
Invalidité	9,3
Survie	5,1
Famille/enfants	6,0
Chômage	3,6
Exclusion sociale	2,8
Logement	0,5

A quoi les dépenses sont-elles consacrées?

La répartition des prestations sociales entre les différents risques et besoins (fonctions des prestations sociales) est très inégale: la vieillesse, la maladie/soins de santé et l'invalidité absorbent ensemble plus de quatre cinquième des prestations sociales.

Assurances sociales: bénéficiaires, en 2015

en milliers

AVS: rentes vieillesse	2239,8	PP ² : rentes d'invalidité	120,7
AVS: rentes complémentaires	57,3	PP ² : autres rentes	63,8
AVS: rentes survivants	177,7	AI: rentes d'invalidité	255,3
PC à l'AV ¹	197,4	AI: rentes complémentaires	75,6
PC à l'AS ¹	3,8	PC à l'AI	113,9
PP ² : rentes vieillesse	720,8	AA ³ : rentes survivants	20,3
PP ² : rentes de veufs/veuves	186,5	AA ³ : rentes d'invalidité	82,7
		AC ⁴	313,3

1 Prestations compl. à l'assurance-vieillesse/assurance-survivants

2 Prévoyance professionnelle (chiffres 2013)

3 Assurance-accidents

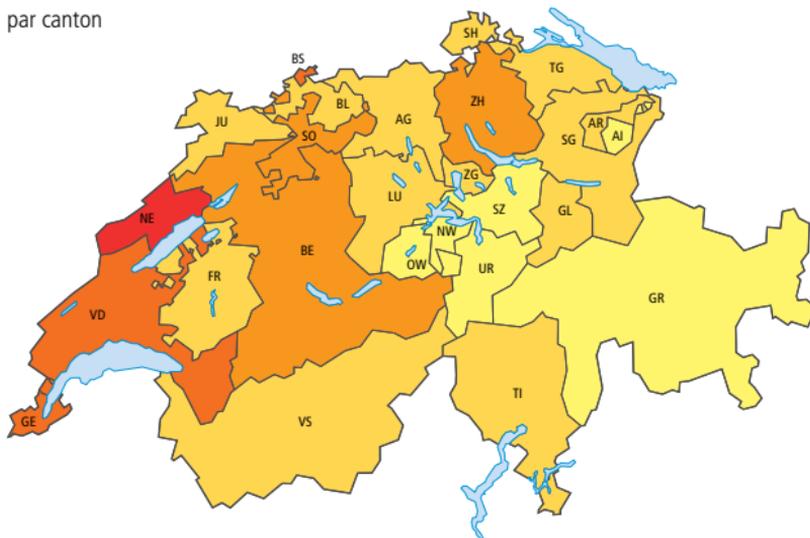
4 Assurance-chômage

Assurance-maladie

Les primes cantonales moyennes annuelles par assuré dans l'assurance-maladie obligatoire ont passé de 1917 à 3289 francs entre 2001 et 2014. En 2014, la prime annuelle moyenne se montait à 3866 francs par année pour les adultes, à 3390 francs pour les jeunes adultes et à 985 francs pour les enfants. On observe cependant ici d'importantes disparités entre les cantons. En 2014, cette prime atteint en moyenne 4515 francs dans le canton de Bâle-Ville et 2396 francs dans celui d'Appenzell Rhodes-Intérieures.

Taux d'aide sociale, en 2015

par canton



Part des bénéficiaires de l'aide sociale dans la population résidente, en %

< 1,5
 1,5 – 2,9
 3,0 – 4,4
 4,5 – 5,9
 ≥ 6,0
 CH: 3,2

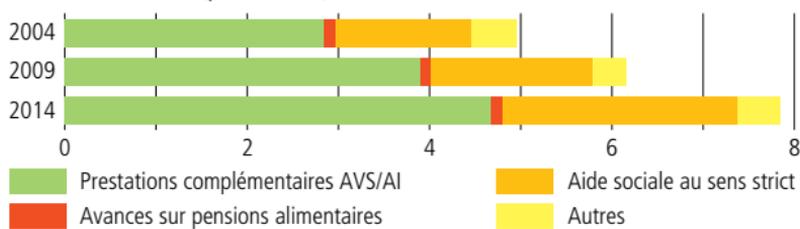
Hausse des dépenses d'aide sociale

En 2014, 7,9 milliards de francs nets ont été dépensés pour l'aide sociale au sens large en Suisse, soit environ 345 millions de francs de plus qu'en 2013 (+4,6%). Près de 60% de ces dépenses étaient imputables aux prestations complémentaires à l'AVS/AI (4,7 milliards de francs) et environ un tiers à l'aide sociale au sens strict (2,6 milliards de francs). Les autres prestations de l'aide sociale au sens large (aides aux personnes âgées et aux personnes invalides, aides aux chômeurs, aides à la famille, avances sur pensions alimentaires et aides au logement) ne représentaient ensemble que 7,5% des dépenses.

Les dépenses annuelles moyennes par habitant pour l'aide sociale au sens large ont atteint 953 francs, soit 3,3% de plus qu'en 2013. Les dépenses par bénéficiaire de l'aide sociale au sens strict ont augmenté de 3,5% entre 2013 et 2014, passant de 9548 francs à 9880 francs. L'aide sociale au sens large est financée principalement par les cantons. En 2014, ces derniers ont pris en charge 44,3% des dépenses nettes dans ce domaine; les communes en ont financé 36,9% et la Confédération 17,8%.

Dépenses nettes pour l'aide sociale au sens large

en milliards de francs (prix courants)



Les bénéficiaires de l'aide sociale

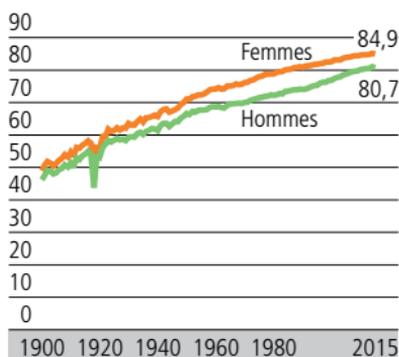
265 626 personnes, soit 3,2% de l'ensemble de la population, ont perçu une aide sociale en 2015. On observe des disparités importantes entre régions: les grandes villes et celles de taille moyenne présentent les taux les plus élevés. Dans les grands centres urbains, les types de population dépendant le plus fortement de l'aide sociale, comme les familles monoparentales, les personnes de nationalité étrangère ou les personnes en fin de droit sont surreprésentées. Le risque de dépendre de l'aide sociale varie beaucoup selon l'âge, la structure familiale et la nationalité des personnes.

Le taux d'aide sociale est le plus élevé chez les enfants et les jeunes de moins de 18 ans. De manière générale, il tend à diminuer avec l'âge. Il est le plus faible (0,2%) chez les personnes de 65 ans et plus, qui sont soutenues, en cas de besoin, par des prestations complémentaires.

Taux d'aide sociale, en 2015 en %

	Taux d'aide sociale, en 2015 en %
Total	3,2
Classes d'âge	
0–17 ans	5,2
18–25 ans	3,9
26–35 ans	3,8
36–45 ans	3,7
46–55 ans	3,3
56–64 ans	2,8
65–79 ans	0,2
80 ans et plus	0,3
Personnes de nationalité suisse	
Hommes	2,4
Femmes	2,1
Personnes de nationalité étrangère	
Hommes	5,9
Femmes	6,5

Espérance de vie



L'espérance de vie a augmenté de manière exceptionnelle au cours du siècle dernier. Cette progression est due principalement au recul de la mortalité infantile et post-infantile. L'augmentation de l'espérance de vie s'est poursuivie ces dernières années: chez les femmes, elle a augmenté de 3,7 ans depuis 1991, chez les hommes de 6,6 ans (2015). Ces

derniers décèdent plus souvent prématurément (avant leur 70^e anniversaire), généralement des suites d'accidents ou de morts violentes, de cancers du poumon et de cardiopathies ischémiques.

Etat de santé auto-évalué en 2012

En 2012, 84% des hommes et 81% des femmes considéraient être en bonne, voire en très bonne santé; seuls 4% des hommes et des femmes se disant en mauvaise ou en très mauvaise santé. Il n'est cependant pas rare que des problèmes physiques ou psychiques passagers entravent la vie professionnelle et quotidienne. En moyenne, une personne a été absente de son travail ou n'a pas pu exercer son activité habituelle durant 13 jours en 2012 à cause d'un problème de santé.

Maladies infectieuses¹, en 2015

Infections gastro-intestinales graves	8 281
Méningite	43
Hépatite B	32
Tuberculose	549
SIDA	49

¹ Nouveaux cas

Accidents, en 2015

	Hommes	Femmes
Professionnels	200 340	66 009
Non professionnels	314 405	211 823

Handicapés¹, en 2015

Degré d'invalidité	Hommes	Femmes
40–49%	5 640	6 590
50–59%	16 161	16 551
60–69%	7 760	6 905
70–100%	89 282	74 272

¹ Bénéficiaires de rentes AI

Causes de décès, en 2014

	Décès		Taux de mortalité ¹	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Toutes les causes	30 950	32 988	534,0	356,0
dont:				
Maladies infectieuses	395	357	7,0	4,0
Tumeurs malignes	9 297	7 468	164,0	105,0
Appareil circulatoire	9 483	11 489	156,0	103,0
Cardiopathies ischémiques	3 944	3 380	65,8	30,5
Maladies cérébro-vasculaires	1 321	2 131	21,2	20,1
Appareil respiratoire, toute formes	1 965	1 869	32,2	19,1
Accidents et traumatismes	2 122	1 574	41,3	20,1
Accidents, toutes formes	1 293	1 230	23,9	13,2
Suicides	754	274	15,8	5,6

¹ pour 100 000 habitants (standardisé par âge)

Mortalité infantile

	1970	1980	1990	2000	2010	2015
pour 1000 enfants nés vivants	15,1	9,1	6,8	4,9	3,8	3,9

Consommation d'alcool, tabac et drogues illégales en 2012

La consommation de drogues illégales est surtout le fait d'adolescents et de jeunes adultes. En 2012, environ 11% des 15 à 39 ans consommaient du cannabis. La consommation de tabac et d'alcool représente un problème de santé publique beaucoup plus important: la population comptait en 2012 quelque 28% de fumeurs, soit 24% des femmes et 32% des hommes. Ces parts ont légèrement baissé depuis 1992, mais elles sont restées stables depuis la dernière enquête sur la santé, en 2007. La part des personnes consommant quotidiennement de l'alcool a reculé à 13% en 2012 (1992: 20%). 17% des hommes et 9% des femmes consomment de l'alcool quotidiennement.

Prestations, en 2012 en %¹

	Hommes Femmes	
Ont consulté un médecin	70,9	85,7
Ont séjourné à l'hôpital	10,2	13,1
Aide et soins à domicile	1,3	4,2

1 Population de 15 ans et plus

Médecins et dentistes

pour 100 000 habitants

	1990	2015
Médecins ayant un cabinet ¹	153	218
Dentistes	48	50

1 Dès 2008, médecins avec activité principale dans le secteur ambulatoire

Taux d'hospitalisation dans les hôpitaux de soins aigus, en 2015 en %¹

	Total	Hommes	Femmes
15–59 ans	10,3	8,4	12,3
60–79 ans	24,4	27,1	21,9
80+ ans	44,0	50,5	40,3

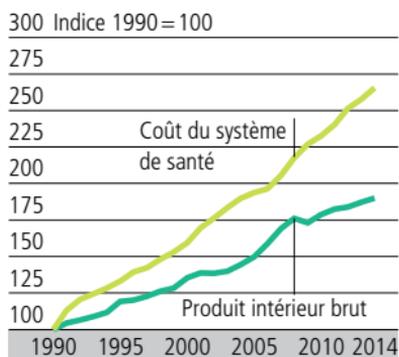
1 du groupe de population concerné

Institutions médico-sociales

en milliers

	2010	2015
Nombre de clients: total	189,1	211,6
dont:		
Clients ≥ 80 ans	105,9	117,0
Hommes	26,9	31,6
Femmes	79,0	85,5

Coûts de la santé



En 2014, les dépenses pour la santé ont représenté 11,1% du produit intérieur brut, contre 7,9% en 1990. La progression est due dans une large mesure au développement de l'offre (extension des prestations, spécialisation croissante, progrès techniques, amélioration du confort, etc.). Ces causes sont plus importantes que le vieillissement de la population.

en millions de francs 2004 2014

	2004	2014
Total	51 008	71 335
Soins en milieu hospitalier	23 945	31 880
Soins ambulatoires	15 193	24 889
dont:		
médecins	7 071	10 956
dentistes	3 177	4 103
Aide et soins à domicile	1 068	2 021
Services auxiliaires ¹	1 705	2 566
Biens de santé ²	6 531	7 407
dont:		
par les pharmacies	3 735	4 365
par les médecins	1 646	1 987
Prévention	1 123	1 569
Administration	2 510	3 024

1 P. ex. examens en laboratoire, radiologie, transport

2 Médicaments et appareils thérapeutiques

Vers un espace suisse de la formation

Le système éducatif suisse est fortement marqué par le fédéralisme. La diversité des systèmes de formation se traduit surtout au niveau de la scolarité obligatoire: selon le canton, on compte dans le degré secondaire I deux, trois ou quatre filières d'enseignement aux exigences différentes. Par ailleurs, le système suisse de formation évolue: avec l'harmonisation de la scolarité obligatoire, la durée de la scolarité obligatoire passe de neuf à onze ans. Dans une majorité des cantons les deux années du cursus pré-primaire qui étaient jusque-là facultatives deviennent obligatoires. Au-delà des réformes de la scolarité obligatoire, les structures existantes au niveau national ont été revues au cours des deux dernières décennies (introduction de nouveaux types de maturité, création des hautes écoles spécialisées et pédagogiques, mise en œuvre de la réforme de Bologne). Ces réformes répondent à une demande de formation croissante.

Elèves et étudiants

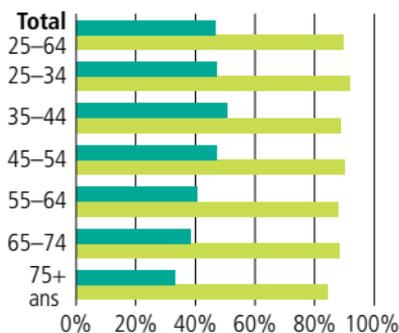
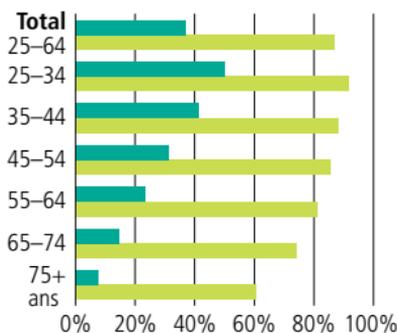
Degré d'enseignement	Nombre en milliers			Part des femmes, en %		
	2000/01	2005/06	2014/15	2000/01	2005/06	2014/15
Total	1 441,7	1 496,1	1 581,9	47,8	48,1	48,6
Scolarité obligatoire	957,2	957,3	921,0	48,7	48,6	48,5
Préscolarité	156,4	156,1	167,0	48,5	48,4	48,5
Degré primaire	473,7	454,1	467,4	49,3	49,2	49,1
Degré secondaire I	278,5	298,4	255,3	49,7	49,6	49,1
Programmes spéciaux	48,6	48,7	31,3	37,9	37,7	35,2
Degré secondaire II	315,7	324,5	366,1	47,8	47,5	47,9
Degré tertiaire	160,5	204,7	294,8	41,9	46,8	49,9
Form. prof. supérieure	38,7	38,2	61,2	43,1	43,6	45,0
Hautes écoles universitaires	96,7	112,4	144,0	45,6	49,1	50,4
Hautes écoles spéc. (y c. HEP)	25,1	54,1	89,7	25,9	44,4	52,3

Réduction des différences entre les sexes

Les femmes sont les principales bénéficiaires de l'essor de la formation au cours des dernières décennies. De nos jours, on compte presque autant de femmes que d'hommes qui commencent et qui terminent une formation postobligatoire. Alors que le rapport entre le nombre de femmes et d'hommes qui commencent et terminent une formation dans une haute école s'est équilibré, la proportion des hommes qui terminent une formation professionnelle supérieure reste plus élevée que celle des femmes. En moyenne, les hommes continuent de suivre des études plus longues. Les filles réussissent, à l'inverse, mieux la scolarité obligatoire: elles sont plus rarement placées dans une classe spéciale et sont relativement plus nombreuses à fréquenter un programme d'école à exigences élevées au degré secondaire I. Le choix des filières fait toutefois apparaître des différences particulièrement nettes aussi bien au niveau de la formation professionnelle qu'à celui des hautes écoles: certaines filières sont suivies essentiellement par des femmes ou par des hommes, un fait qui est lié à une conception traditionnelle du rôle social. Dans le secteur de la formation professionnelle, les hommes sont majoritaires dans l'industrie et l'artisanat, tandis que les femmes prédominent dans la vente et dans les professions de la santé et des soins corporels. Dans le secteur des hautes écoles, les hommes donnent la préférence aux sciences techniques, aux sciences naturelles et à l'économie, les femmes ont une plus grande prédilection pour les sciences humaines, le travail social et les arts appliqués.

Niveau de formation, en 2015

en % de la population résidente

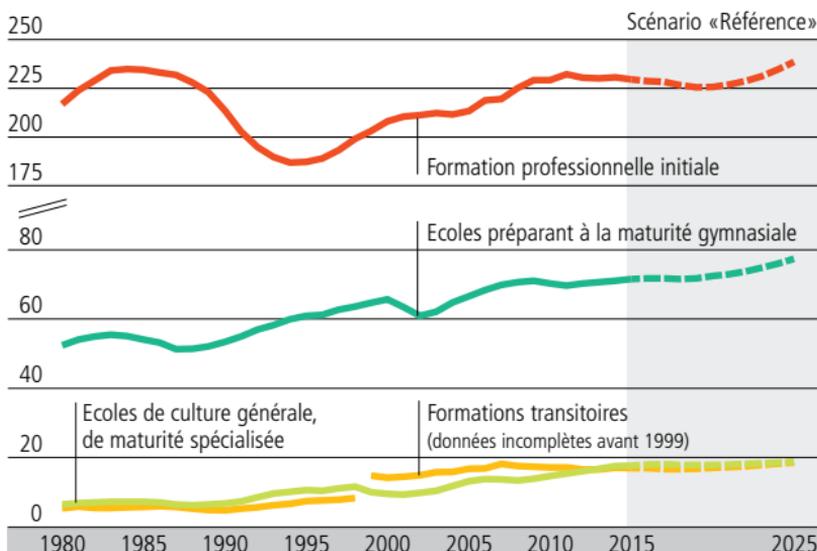
Hommes

Femmes


■ Degré tertiaire

■ Degré secondaire II et au-dessus

Elèves du degré secondaire II

En milliers


La participation à la formation augmente

La participation à la formation du degré secondaire II et surtout du degré tertiaire a clairement augmenté durant ces trente dernières années. Cela concerne en particulier les formations qui permettent un accès aux hautes écoles. Ainsi le taux de maturités professionnelles et générales a augmenté de 25,7% en 2000 à 37,5% en 2015 (y c. maturité spécialisée).

Dans les hautes écoles également, le nombre d'étudiants a presque doublé entre 2000 et 2015. Ceci est surtout à mettre sur le compte de la création des hautes écoles spécialisées et pédagogiques.

Cette évolution a pour conséquence une ostensible élévation du niveau de formation de la population suisse attendue pour ces prochaines années. La part des personnes détentrices d'un diplôme du degré tertiaire au sein de la population âgée de 25 à 64 ans devrait en effet passer de 40% en 2014 à 50% en 2027.

Quelques titres de formation, en 2015

Degré d'enseignement	Total	Femmes en %
Degré secondaire II		
Certificat maturité gymnasiale	18 602	57,3
Certificat maturité profes.	13 988	46,4
Certif. form. prof. initiale LFPr ¹	69 283	45,8
Degré tertiaire		
Formation profes. supérieure		
Diplôme école supérieure	8 483	48,0
Diplôme fédéral	2 707	24,7
Brevet fédéral	14 835	38,1
Hautes écoles spécialisées		
Diplôme	1 048	52,4
Bachelor	15 897	55,8
Master	3 831	54,5
Hautes écoles universitaires		
Licence/diplôme	495	60,4
Bachelor	14 929	51,9
Master	13 439	51,5
Doctorat	3 854	44,8

1 Y c. attestation fédérale de formation profes.

Enseignants, en 2014/15 Personnel des hautes écoles, en 2015

	Equivalents plein temps	Femmes en %
Scolarité obligatoire ¹		
Préscolarité	8 934	94,2
Degré primaire	28 542	81,6
Degré secondaire I	19 807	53,9
Degré secondaire II ²	17 098	42,2
Hautes écoles universitaires		
Professeurs	3 880	21,3
Autres enseignants	2 678	28,4
Assistants ³	21 290	44,0
Hautes écoles spéc. (y c. HEP)		
Professeurs	1 565	30,2
Autres enseignants	6 065	41,0
Assistants ³	3 956	43,7

1 Sans les programmes d'enseignement spéciaux, comptage double non exclu

2 Formation générale et professionnelle

3 Y c. collaborateurs scientifiques

Dépenses publiques d'éducation, en 2014

en milliards de francs

Total	36,0
dont rémunération des enseignants	24,0
Scolarité obligatoire (y c. préscolarité)	15,8
Ecoles spéciales	1,9
Form. professionnelle initiale	3,5
Ecoles de formation générale	2,3
Form. professionnelle supérieure	0,4
Hautes écoles	8,1
Inclassable	0,6

Formation continue

On peut distinguer deux formes de formation continue: la formation non formelle (comme la fréquentation de cours, de séminaires, de leçons privées, de colloques ou conférences) et l'apprentissage informel (lecture de littérature spécialisée, acquisition de connaissances à partir de CD-ROM ou avec des membres de la famille, etc.). La majorité de la population suisse (presque 80% de la population résidante permanente âgée de 25 à 64 ans) a suivi en 2011 au moins une formation continue sous l'une ou l'autre de ces formes. Il est à relever que l'intégration au marché du travail et le niveau de formation influent positivement sur la participation à la formation continue.

La Suisse est très active dans le domaine de la recherche

Les activités de recherche et de développement (R-D) sont essentielles à l'économie. Avec 3,2% de son PIB consacrés à la R-D (2012), la Suisse fait partie des pays les plus actifs en matière de recherche. En 2012, quelque 20 milliards de francs ont été consacrés à la R-D sur le sol suisse. L'économie privée y a contribué pour 72%, les hautes écoles pour 26%, la Confédération et diverses organisations sans but lucratif pour 2%.

Les entreprises suisses investissent également beaucoup dans la R-D à l'étranger; en 2012, elles y ont consacré plus de 15 milliards de francs, soit un montant légèrement plus important que les 14 milliards de francs dépensés en Suisse-même.

► www.statistique.admin.ch →

Trouver des statistiques → Education et science

La presse suisse en pleine mutation

Depuis le début de ce millénaire, le marché suisse de la presse quotidienne s'est profondément transformé. En Suisse alémanique, le journal gratuit «20 Minuten», destiné aux pendulaires, est désormais le quotidien le plus lu, avec plus de 1,5 million de lectrices et de lecteurs par édition. Son pendant romand, «20 minutes», arrive également en tête pour son lectorat, avec 535 000 lectrices et lecteurs. En Suisse italienne, le journal le plus populaire est le «Corriere del Ticino plus», un titre payant (129 000 lectrices et lecteurs). Lancé en septembre 2011, le «20 minuti» en langue italienne compte déjà 93 000 lectrices et lecteurs.

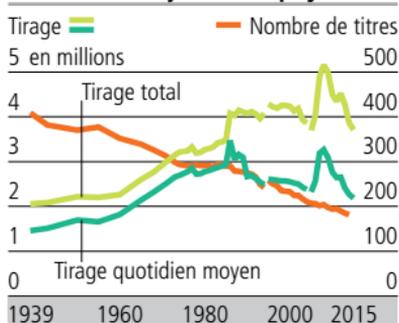
Internet et téléphonie mobile

L'essor de la téléphonie mobile a précédé celui d'internet à la fin du XX^e siècle, avant la convergence vers l'internet mobile. Le nombre de raccordements à la téléphonie mobile est passé de 0,1 million en 1990 à 11,2 millions fin 2015, soit 135 raccordements pour 100 habitants. Le nombre d'utilisateurs réguliers d'internet (plusieurs fois par semaine) âgés de 14 ans et plus est passé de 0,7 million en 1998 à 5,5 millions début 2016. La convergence se manifeste dans la très forte croissance du nombre de contrats de téléphonie mobile permettant l'accès à internet à large bande (3G+), qui est passé de 2,3 millions en 2010 à 8,3 millions en 2014.

Les dix plus grandes bibliothèques

Le nombre des documents accessibles par le biais des bibliothèques est très important: en 2015, les dix plus grandes bibliothèques selon l'offre possèdent des collections totalisant environ 54,5 millions d'exemplaires.

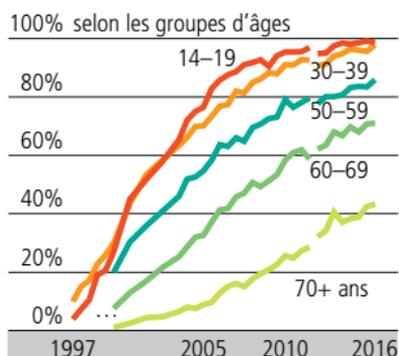
Évolution des journaux payants



Source: Association Médias Suisses / REMP (titres d'intérêt général à parution au moins hebdomadaire)

Utilisation d'internet

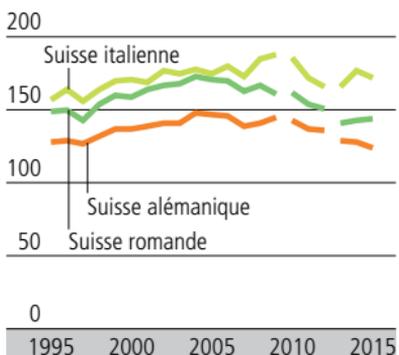
Part des utilisateurs réguliers¹



¹ Personnes utilisant internet plusieurs fois par semaine. Source: Net-Matrix-Base, OFS

Utilisation de la télévision

en minutes par jour et par personne



Source: Mediapulse SA, à partir de 2013 Kantar Media, 1983-2012 Telecontrol (base: population à partir de 3 ans, moyenne par jour (lu-di))

Écoute de la radio

en minutes par jour et par personne

	2005	2010	2015
Suisse alémanique	106	117	105
Suisse romande	99	103	86
Suisse italienne	100	106	104

Source: Mediapulse AG Radiocontrol (base: population à partir de 15 ans, moyenne par jour (lu-di))

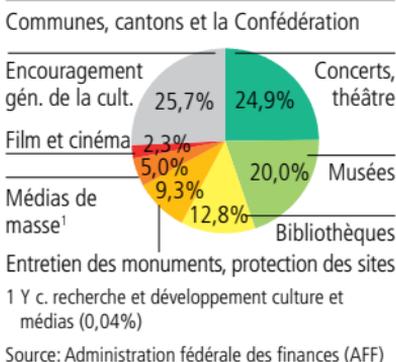
Dépenses culturelles des ménages privés

En 2013, les dépenses culturelles totales des ménages privés se sont élevées à environ 10,1 milliards de francs par an, soit 238 francs par mois et par ménage. Cela représente 4,3% des dépenses de consommation totales des ménages privés. Les dépenses dans le domaine des médias, par exemple pour des journaux, des livres, des abonnements TV et Internet ainsi que pour des appareils de lecture et de réception, représentaient une grande partie des dépenses culturelles totales, plus précisément 74% ou 7,5 milliards de francs. En dehors des médias, le principal poste de dépenses culturelles était constitué par le théâtre et les concerts, avec 775 millions de francs.

Financement de la culture par les pouvoirs publics

En 2014, un quart des montants versés par la Confédération, les cantons et les communes pour financer la culture (706 millions de francs) a été consacré au domaine «Concerts et théâtre». Le domaine «Musées et arts plastiques» a obtenu 566 millions. Suivent les domaines «Bibliothèques», «Conservation des monuments et protection des sites», «Médias de masse» et «Film et cinéma», avec des montants de respectivement 364, 264, 141 et 66 millions de francs.

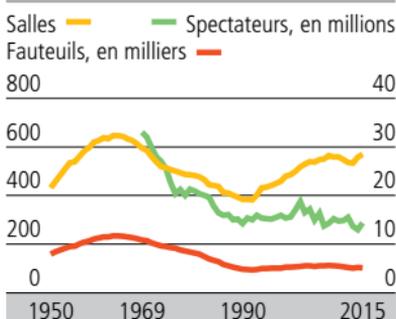
Affectation des dépenses publiques selon les domaines culturels, en 2014



Le paysage cinématographique suisse

Au début des années 2000, environ 1300 films étaient exploités en Suisse chaque année; ce nombre oscille aujourd'hui autour de 1700. Durant cette période, la part des films suisses a augmenté de 10% à 16% environ. La part de marché des films suisses basée sur le nombre d'entrées est d'environ 5%.

Cinéma



Pratiques culturelles et de loisirs

De larges pans de la population ont fréquenté dans l'année des musées ou expositions (72,2%), des concerts en tous genres (70,9%), des monuments et sites (70,1%), des cinémas (66,0%) et des théâtres (47,2%). Avoir une activité créatrice – comme le chant (18,9%) ou jouer d'un instrument (17,3%) – est plutôt moins répandu, alors que les activités de loisirs le sont souvent bien plus.

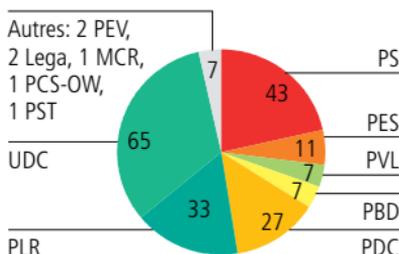
► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Culture, médias, société de l'information, sport

Le système politique

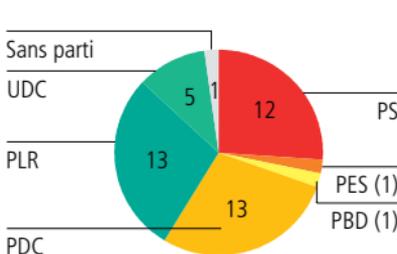
La Suisse est un Etat fédéral depuis 1848; elle se compose aujourd'hui de 26 cantons. Le Conseil fédéral est un gouvernement collégial comptant 7 membres (depuis 2016: 2 PLR, 2 PS, 2 UDC, 1 PDC).

Il est élu par le Parlement, constitué de deux chambres: le Conseil national (composé de 200 représentants du peuple) et le Conseil des Etats (qui compte 46 représentants des cantons). Le système politique suisse se caractérise en outre par des droits populaires étendus (initiative et référendum) et par des votations populaires.

Conseil national 2015: mandats



Conseil des Etats 2015: mandats



Elections au Conseil national 2015

	Force électorale en %	Mandats	Femmes	Hommes	Part des femmes en %
PLR	16,4	33	7	26	21,2
PDC	11,6	27	9	18	33,3
PS	18,8	43	25	18	58,1
UDC	29,4	65	11	54	16,9
PVL	4,6	7	3	4	42,9
PBD	4,1	7	1	6	14,3
PES	7,1	11	5	6	45,5
Petits partis de droite ¹	2,6	3	1	2	33,3
Autres ²	5,3	4	2	2	50,0

¹ DS, UDF, Lega (2 mandats, 1 femme), MCR (1 mandat)

² PEV (2 mandats, 2 femmes), PCS, PST (1 mandat), Sol., groupes épars (PCS-OW 1 mandat)

Abréviations, voir plus bas

Elections au Conseil national 2015

Deux partis sont sortis vainqueurs des élections au Conseil national de 2015: l'UDC, qui est en nette progression et qui remporte 29,4% des voix – meilleur résultat qu'un parti ait obtenu depuis l'introduction de la proportionnelle en 1919 – et le PLR, qui progresse pour la première fois depuis 1979. Ont perdu des voix les nouveaux partis du centre (PBD et PVL), les Verts (PES) et le PDC, qui a atteint son niveau historique le plus bas. La tendance observée aux élections de 2011 – où l'émergence des nouveaux partis du centre (PVL, PBD) avait eu pour effet d'atténuer la polarisation du paysage politique – a été stoppée et s'est en partie inversée.

Abréviations des partis

PLR Parti libéral-radical¹
 PDC Parti démocrate-chrétien suisse
 PS Parti socialiste suisse
 UDC Union démocratique du centre
 PBD Parti bourgeois-démocratique

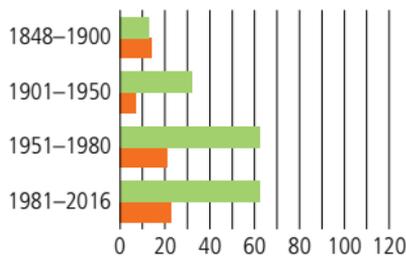
PEV Parti évangélique populaire
 PCS Parti chrétien-social
 PVL Parti vert-libéral
 PST Parti suisse du travail
 Sol. SolidaritéS
 PES Parti écologiste suisse
 UDF Union démocratique fédérale

DS Démocrates suisses
 Lega Lega dei ticinesi
 MCR Mouvement Citoyens Romand

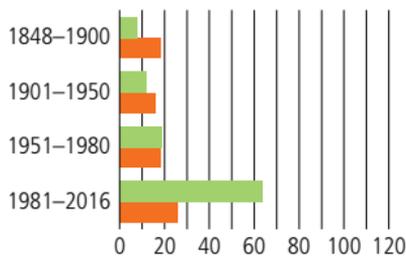
¹ En 2009, fusion du parti radical-démocratique suisse (PRD) avec le PLS sous la dénomination «PLR. Les Libéraux-Radicaux»

Votations populaires fédérales

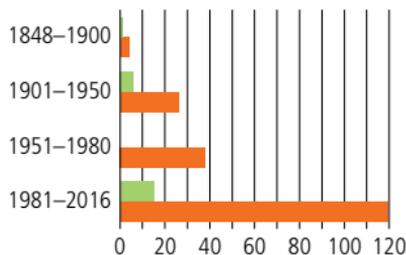
Référendums obligatoires¹



Référendums facultatifs



Initiatives populaires²

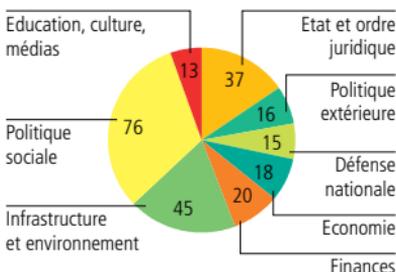


■ Accepté ■ Rejeté

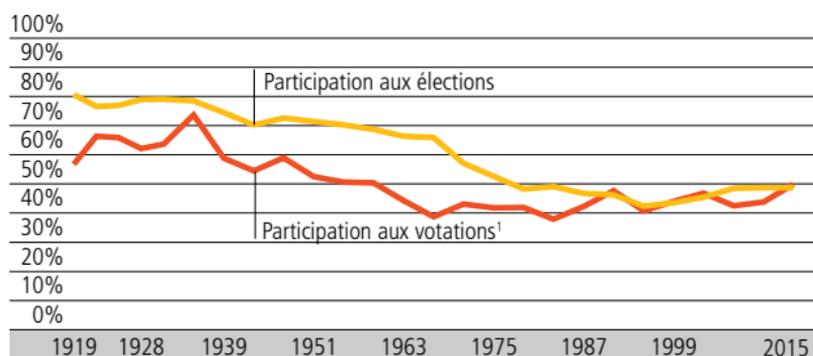
1 Y c. contre-projets à des initiatives populaires

2 Y c. initiatives accompagnées d'un contre-projet

Objets 1991-2016



Participation aux élections et aux votations



1 Il s'agit de moyennes établies pour les votations qui ont eu lieu au cours des deux ans précédant et suivant les élections au Conseil national. Jusqu'en 1931, la période considérée est de deux fois une année et demie, car les élections avaient alors lieu tous les trois ans.

Le recul le plus important de la participation aux élections est intervenu après 1967; il s'explique notamment par l'introduction du droit de vote des femmes. La baisse de la participation aux votations est soumise à de fortes fluctuations, car la mobilisation des votants peut être très variable selon l'enjeu du scrutin. Ainsi, depuis 1990, la participation la plus faible a été de 28%, la plus forte de 79%. A partir de l'année 2000, la participation s'est un peu stabilisée, tant pour les élections que pour les votations, et elle recommence même à croître légèrement (46%).

Comptes des administrations publiques en milliards de francs

	Recettes			Dépenses			Solde		
	2000	2010	2015	2000	2010	2015	2000	2010	2015
Total ¹	164,4	193,9	214,1	152,7	191,4	213,2	11,7	2,4	0,9
Confédération	52,0	63,5	69,2	48,2	60,3	66,5	3,8	3,1	2,7
Cantons	63,2	77,3	85,8	60,3	76,1	88,8	2,8	1,2	-3,0
Communes	42,1	42,7	46,1	40,6	43,2	46,5	1,5	-0,5	-0,4
Assurances sociales	44,9	54,4	62,3	41,6	55,8	60,6	3,4	-1,4	1,7

¹ Doubles imputations non comprises dans le total

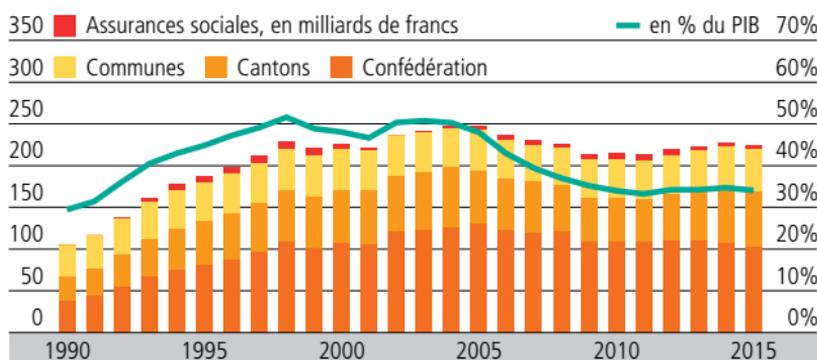
Dettes des administrations publiques en milliards de francs

	1990	2000	2010	2013	2014	2015
Total ¹		105,2	220,4	205,8	217,4	219,8
Confédération		38,5	108,1	108,9	110,4	102,4
Cantons		29,2	63,1	52,5	59,0	67,3
Communes		37,4	49,1	45,8	48,9	50,9
Assurances sociales		0,1	5,8	7,4	4,8	3,0

Par habitant, en francs² 15 570 30 595 26 146 26 709 27 115 26 391

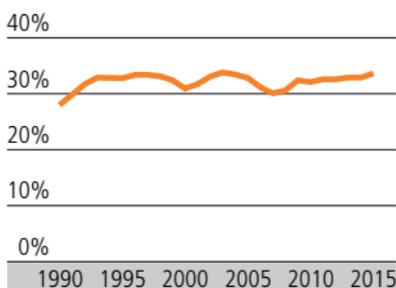
¹ Doubles imputations non comprises dans le total

² Aux prix courants

Dettes des administrations publiques

La quote-part de l'Etat mesure les dépenses des administrations publiques en pourcent du produit intérieur brut (PIB). Elle inclut les dépenses de la Confédération, des cantons et des communes, ainsi que celles des assurances sociales publiques (AVS/AI/APG y compris assurance-maternité et assurance-chômage).

Malgré une augmentation considérable de ces dépenses depuis 1970, la Suisse est très bien placée en comparaison internationale: elle a une quote-part de l'Etat parmi les plus basses de tous les pays de l'OCDE. La plupart des pays européens présentent une quote-part considérablement plus élevée.

Quote-part de l'Etat en % du PIB

Le taux d'endettement suisse est lui aussi relativement bas comparé aux autres pays membres de l'OCDE. Cependant, il a progressé de manière continue entre 1990 et 2003. Grâce à la reprise conjoncturelle observée jusqu'à la première moitié de 2008, à la redistribution des réserves d'or excédentaires de la Banque nationale suisse et à diverses mesures structurelles (programme d'allègement budgétaire, freins aux dépenses et à l'endettement etc.), les ménages publics ont vu leurs dettes brutes se réduire continuellement de 2005 à 2011. Après une légère hausse de 2012 à 2014, le taux d'endettement est redescendu à 34,0% en 2015.

Recettes des administrations publiques

en milliards de francs. Après déduction des montants comptés à double

	2010	2013	2014
Total	193,9	205,9	206,5
Recettes ordinaires	193,9	204,6	206,1
Recettes d'exploitation	183,0	194,1	195,9
Recettes fiscales	161,5	172,3	174,4
Patentes et concessions	3,9	2,6	1,7
Compensations	16,6	18,1	18,5
Recettes diverses	0,4	0,5	0,7
Recettes de transfert	0,5	0,6	0,6
Recettes financières	8,8	8,3	8,0
Recettes d'investissement	2,1	2,2	2,3
Recettes extraordinaires	0,0	1,3	0,4
Revenus extraordinaires	0,0	0,1	0,3
Recettes d'investissements extraordinaires	0,0	1,2	0,1

Dépenses des administrations publiques par fonction

en milliards de francs. Après déduction des montants comptés à double

	2010	2013	2014
Total	191,4	204,7	207,6
Administration générale	13,9	16,1	17,1
Ordre et sécurité publique, défense	14,5	16,1	15,7
Formation	32,7	35,2	36,0
Culture, sport et loisirs, église	5,0	5,2	5,3
Santé	11,3	13,7	13,8
Sécurité sociale	75,2	80,5	82,2
Trafic et télécommunications	16,6	16,9	16,6
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	5,9	6,1	5,9
Economie publique	7,6	8,0	8,2
Finances et impôts	8,7	6,9	6,6

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Administration et finances publiques

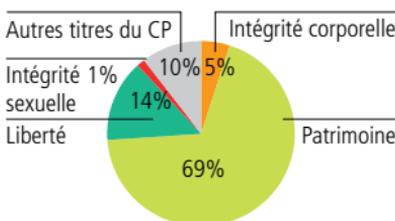
Dans le domaine de la criminalité, les chiffres ne reflètent que partiellement la réalité des comportements. D'une part, les normes pénales et les sanctions suivent l'évolution de la société. D'autre part, ces chiffres dépendent largement des ressources en personnel, des priorités et de l'efficacité de la police et de la justice ainsi que de la propension de la population à dénoncer les actes délictueux. Il est en général difficile de déterminer les facteurs à l'origine des variations enregistrées en matière de criminalité.

Dénonciations

En 2015, la statistique policière de la criminalité a recensé un total de 487 611 infractions relevant du Code pénal (CP), 86 128 infractions de la loi sur les stupéfiants (LStup), 42 184 infractions de la loi sur les étrangers (LEtr) et 14 180 infractions des lois fédérales annexes. Le taux d'élucidation atteignait 92% pour les homicides et 19% pour les infractions contre le patrimoine.

La ventilation des prévenus selon la nationalité et le type d'autorisation de séjour montre que les personnes de nationalité suisse représentaient une part de 48% parmi les prévenus pour infraction au CP, de 57% parmi ceux pour infraction à la LStup et de 55% parmi ceux pour infraction aux autres lois fédérales annexes. Dans ces trois catégories de prévenus, les personnes étrangères domiciliées en Suisse formaient une part respective de 31%, 21% et 24%; autrement dit, une proportion importante de la délinquance des étrangers était «importée» (CP: 21%, LStup: 21%, autres: 21%). Dans le domaine de la loi sur les étrangers, 84% des prévenus ne résidaient pas en Suisse.

Infractions selon le titre du Code pénal, en 2015

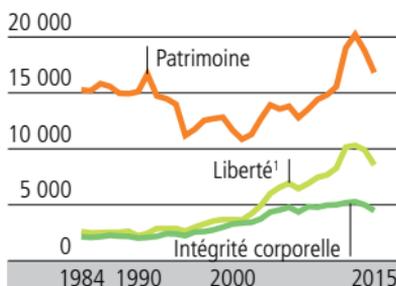


Condamnations

Jusqu'au milieu des années 1980, on dénombrait chaque année un peu plus de 45 000 condamnations d'adultes. Ce chiffre a entre-temps plus que doublé et se situe à environ 108 500 en 2015. L'évolution est très variable selon la loi en vertu de laquelle les condamnations ont été prononcées.

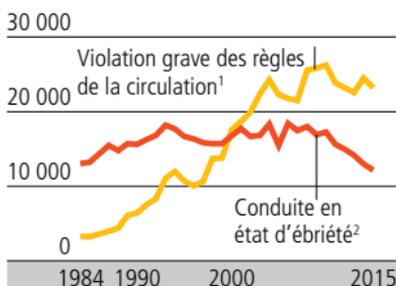
Le nombre de condamnations selon le CP a enregistré une diminution de 12% les 2 dernières années. Le nombre des condamnations selon la loi sur la circulation routière (LCR) a régulièrement augmenté, notamment en raison de l'intensification des contrôles. La situation n'a pas varié depuis quelques années dans le domaine de la loi sur les stupéfiants, par contre après une augmentation constante depuis 2000 une stabilisation a été enregistrée en 2015 dans celui de la loi sur les étrangers.

Choix d'infractions CP



1 Menace, contrainte, traite d'êtres humains, séquestration et enlèvement, prise d'otage, violation de domicile

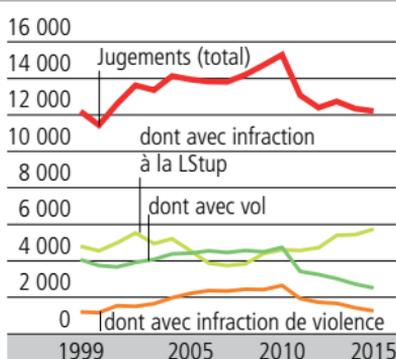
Choix d'infractions LCR



1 Art. 90 ch. 2 LCR
2 Avec un taux d'alcool qualifié (Art. 91, al. 1, 2^e phrase LCR)

Jugements pénaux des mineurs

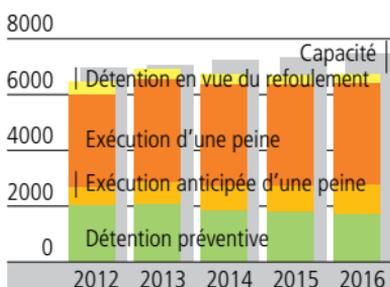
Le nombre de jugements pénaux des mineurs tend à diminuer (-21% entre 2010 et 2015). Il est plutôt en hausse pour les infractions à la LStup. Il est nettement en baisse pour les cas de vol et les infractions de violence de moindre gravité. Les jugements pénaux des mineurs pour infractions de grave violence se maintiennent stables à un niveau bas.



Privation de liberté

Il existait en Suisse 114 établissements (le plus souvent de petite taille) de privation de liberté en 2016, comptant au total 7493 places. Au jour de référence, le 7 septembre 2016, 6912 places étaient occupées. Le taux d'occupation se montait à 92%. Sur les 6912 personnes incarcérées, 68% exécutaient une peine, 25% se trouvaient en détention provisoire, 5% étaient détenues pour des mesures de contrainte conformément à la loi sur les étrangers et les 2% restants l'étaient pour d'autres raisons.

Effectifs selon le type de détention

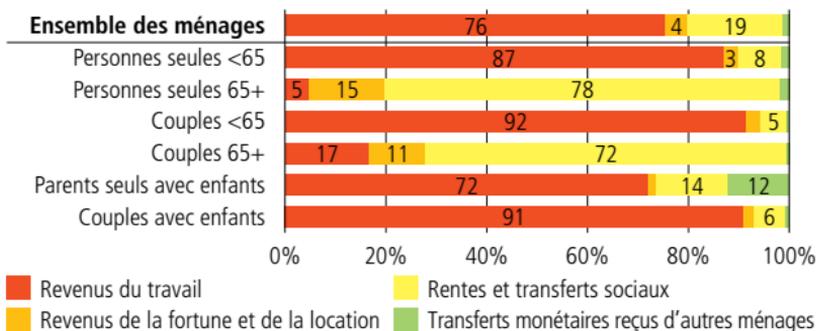


Récidive

Le taux de recondamnation des adultes condamnés pour crimes et délits se situait à 23% en 2011, après une période d'observation de 3 ans (autrement dit jusqu'en 2014); il était de 31% chez les condamnés mineurs. Les personnes ayant au moins deux antécédents judiciaires sont celles qui présentaient les taux de recondamnation les plus élevés (adultes: 58%; mineurs: 66%).

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Criminalité et droit pénal

Composition du revenu brut selon le type de ménage, 2012–2014



Budget des ménages: revenus

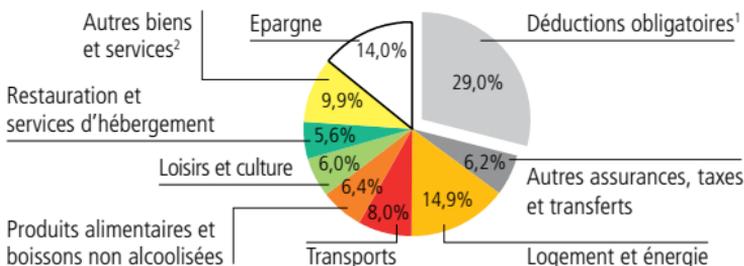
Si l'on considère l'ensemble des ménages, les revenus du travail forment l'essentiel (76%) du revenu des ménages. Viennent ensuite les rentes provenant des premier et deuxième piliers ainsi que les autres prestations sociales, avec une part de 19%. La part restante est constituée des revenus de la fortune et des transferts issus d'autres ménages. Le tableau est plus différencié si l'on s'intéresse à la composition du revenu des ménages selon le type de ménage. A titre d'exemple, si les revenus des ménages composés de personnes de 65 ans ou plus proviennent certes en majorité de rentes, les revenus du travail et plus encore les revenus de la fortune jouent cependant un rôle non négligeable.

Les revenus issus de transferts d'autres ménages représentent une importante source de revenus uniquement pour certains types de ménage, comme les ménages monoparentaux (part moyenne de 12%).

Budget des ménages: dépenses

La composition des dépenses varie moins. Les dépenses obligatoires forment le poste le plus important, avec une part de 29% du revenu brut. Dans les dépenses de consommation, celles consacrées au logement arrivent en tête (15%). Les dépenses pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées, pour les transports ainsi que pour les loisirs et la culture constituent d'autres postes de dépenses importants. Après déduction de toutes les dépenses, il reste en moyenne 14% du revenu brut comme montant à épargner. Mais les différences sont parfois considérables selon le type de ménage. Les ménages de personnes de 65 ans ou plus épargnent moins en moyenne que les ménages composés de personnes plus jeunes. Parfois, ils dépensent même davantage que ce dont ils disposent. Autrement dit, ils financent une partie de leurs dépenses en puisant dans leur fortune.

Composition du budget des ménages, 2012–2014



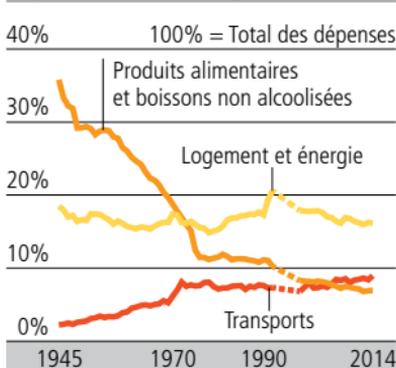
¹ Impôts, cotisations aux assurances sociales, primes de l'assurance-maladie de base, transferts monétaires versés à d'autres ménages

² Moins les revenus sporadiques

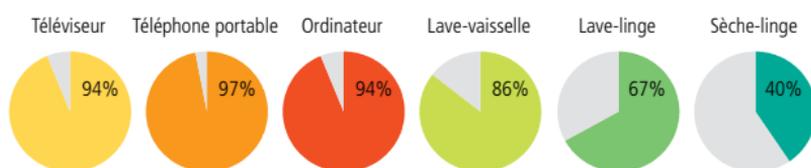
Les dépenses des ménages au fil du temps

La composition des dépenses des ménages s'est fortement modifiée au fil du temps. Ces changements sont nettement plus importants que les différences entre les ménages aujourd'hui. Ainsi, la part des dépenses pour les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées représentait 35% de l'ensemble des dépenses en 1945, contre 7% actuellement. A l'inverse, la part des dépenses pour les transports, par exemple, s'est accrue dans cet intervalle, passant de 2% à 9%.

Evolution d'une sélection de dépenses des ménages



Equipement en biens de consommation, en 2014

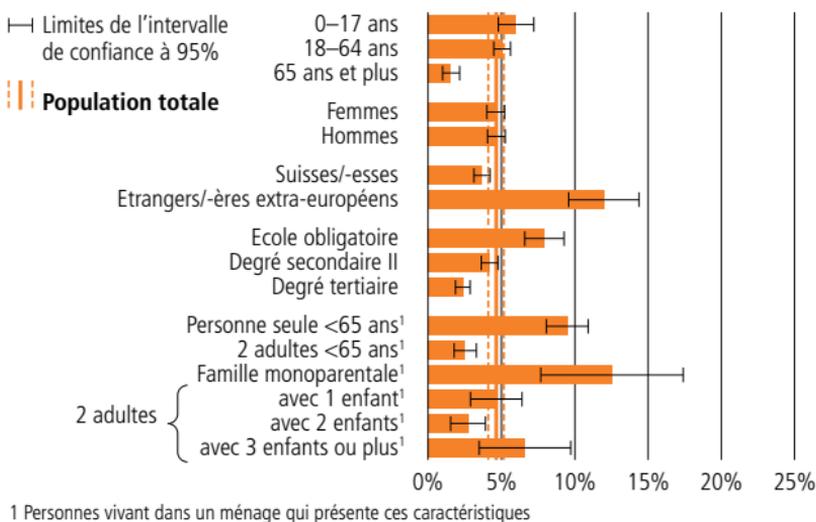


Equipement en biens de consommation

Si l'on détermine l'équipement des ménages sur la base d'une sélection de biens de consommation durable, on constate que les ménages en Suisse sont très bien lotis dans le domaine des technologies de l'information. 94% des personnes vivent dans un ménage équipé d'un ordinateur et 97% dans un ménage équipé d'un téléphone portable. Ces parts sont en constante augmentation: en 1998, seules 55% des personnes vivaient dans un ménage équipé d'un ordinateur. Les parts progressent aussi dans le domaine des appareils électroménagers, notamment pour les lave-vaisselle, les lave-linge et les sèche-linge. En 2014, plus de 86% des personnes avaient un lave-vaisselle à la maison, contre seulement 61% en 1998.

Taux de privation matérielle

selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2014



Privations matérielles

Ne pas posséder un bien durable ne signifie pas obligatoirement avoir dû y renoncer pour des raisons financières. En 2014, moins de 2% des personnes vivant en Suisse doivent renoncer à un ordinateur pour des raisons financières. Pour ce qui est d'une voiture à usage privé, cette proportion s'élève à près de 5%. Une des privations les plus fréquentes est liée à l'absence de réserves financières: 22% des personnes vivant dans un ménage privé n'ont pas les moyens de faire face à une dépense imprévue d'un montant de 2500 francs. Viennent ensuite les privations liées aux nuisances perçues par rapport au logement et ses alentours: 18% de la population considère subir des nuisances sonores provenant des voisins ou de la voie publique, 15% des problèmes de délinquance, de violence ou de vandalisme et 11% vit dans un logement trop humide. En outre, 10% de la population n'a pas les moyens de s'offrir chaque année une semaine de vacances hors de son domicile.

Pauvreté monétaire et risque de pauvreté

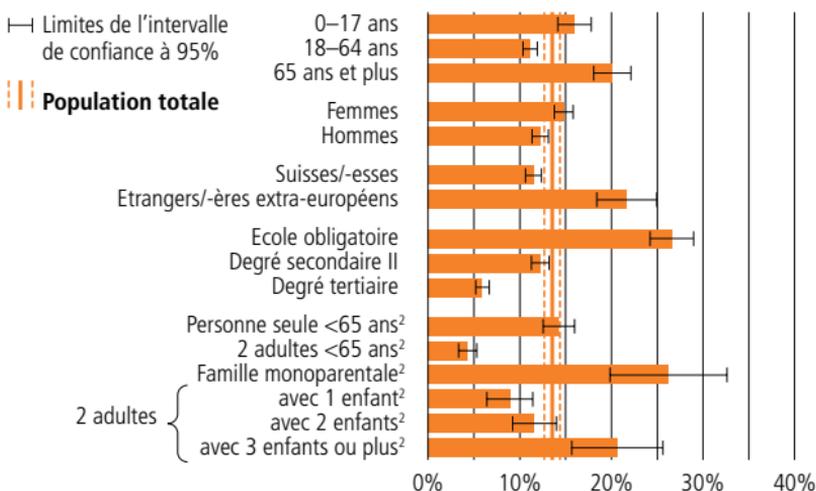
En 2014, 6,6% de la population résidente permanente vivant en ménage privé était touchée par la pauvreté, soit 530 000 personnes. Le seuil de pauvreté moyen était de 2219 francs par mois pour une personne seule et de 4031 francs par mois pour un ménage de deux adultes avec deux enfants. Selon le concept relatif du risque de pauvreté, la part de la population touchée par le risque de pauvreté était de 13,5%, soit environ 1 085 000 personnes. Le seuil de risque de pauvreté (60% de la médiane du revenu disponible équivalent) était, pour une personne seule, de 2458 francs par mois et, pour deux adultes avec deux enfants, de 5163 francs.

La pauvreté des personnes actives occupées

Les personnes vivant dans un ménage à forte participation au marché du travail présentent en général les taux de pauvreté les plus faibles. Le fait d'être bien intégré dans la vie active offre déjà une protection efficace contre la pauvreté. Il reste qu'en 2014, 123 000 personnes, soit 3,3% de la population active occupée, étaient touchées par la pauvreté alors qu'elles avaient un emploi. La pauvreté chez les actifs occupés peut s'analyser surtout en termes de sécurité et d'insécurité professionnelle (à long terme): la pauvreté est plus fréquente lorsque les conditions de travail et les formes d'emploi sont nettement ou tendanciellement peu sûres.

Taux de risque de pauvreté¹

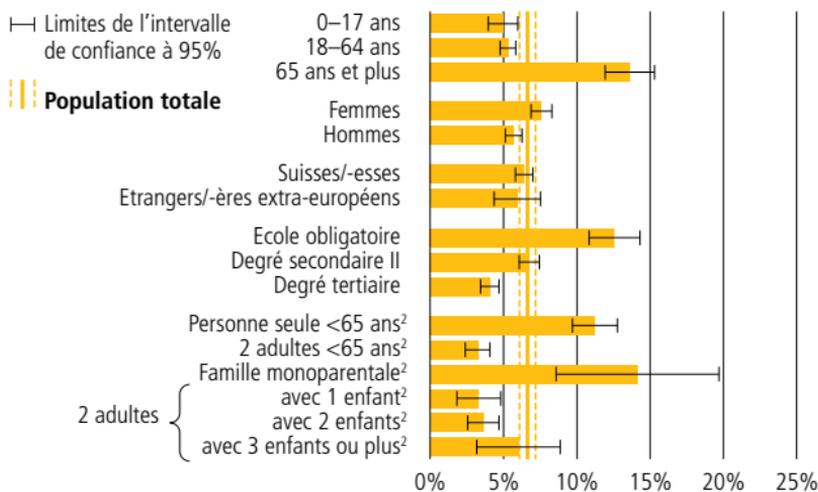
selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2014



1 Le taux de pauvreté et le taux de risque de pauvreté sont calculés sur la base des revenus, sans prise en compte de la fortune éventuelle.

2 Personnes vivant dans un ménage qui présente ces caractéristiques

Taux de pauvreté¹ selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2014



1 Le taux de pauvreté et le taux de risque de pauvreté sont calculés sur la base des revenus, sans prise en compte de la fortune éventuelle.

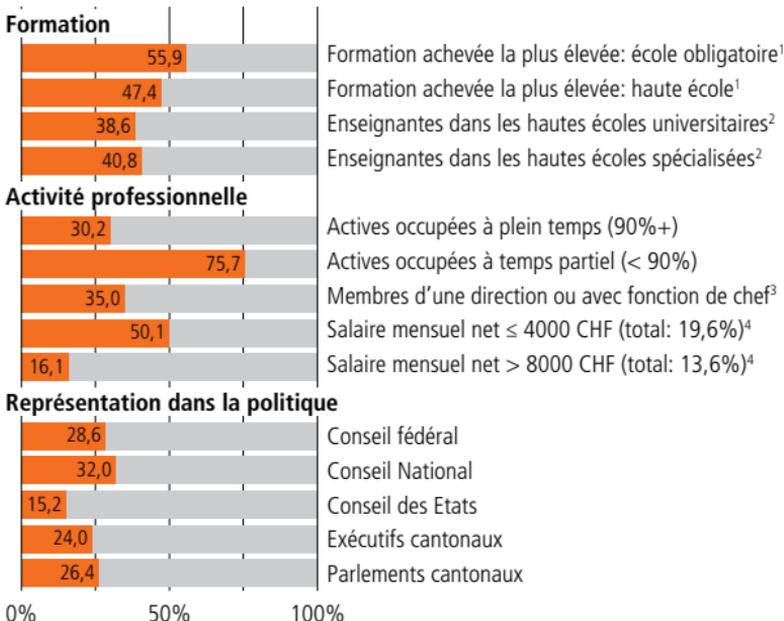
2 Personnes vivant dans un ménage qui présente ces caractéristiques

Inégalités de répartition des revenus

Les inégalités de répartition des revenus sont évaluées sur la base du revenu disponible équivalent. Ce dernier se calcule en retirant les dépenses obligatoires du revenu brut du ménage et en divisant le revenu disponible ainsi obtenu par la taille d'équivalence du ménage. Le revenu disponible équivalent est donc un indice du niveau de vie des personnes, indépendamment du type de ménage dans lequel elles vivent. En 2014, les 20% les plus riches disposent d'un revenu disponible équivalent moyen quatre fois supérieur à celui des 20% les plus pauvres.

Chiffres clés concernant l'égalité entre femmes et hommes

Part des femmes en % (dernier état disponible 2014-2016)



0% 50% 100%

1 Population résidente de 25 à 64 ans

2 Professeures, autres enseignantes, assistantes et collaboratrices scientifiques

3 Salariées

4 Salariées occupées à plein temps, économie totale

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Situation économique et sociale de la population

Sommations sur la voie du développement durable?

1 Satisfaction des besoins – quelle est notre qualité de vie aujourd’hui?

La santé de la population s’améliore	↗ ↘ ✓	Le nombre de victimes d’infractions de violence grave consommées connues de la police diminue	↘ ↙ ✓
Le taux de chômage au sens du BIT augmente	↘ ↙ ✗	Les revenus augmentent	↗ ↘ ✓

2 Solidarité – comment les ressources sont-elles réparties?

L’aide publique au développement augmente	↗ ↘ ✓	L’écart salarial entre femmes et hommes se réduit peu à peu	↘ ↙ ✓
Le taux de pauvreté diminue	↘ ↙ ✓		

3 Préservation du capital – que laisserons-nous à nos enfants?

Les compétences en lecture des jeunes s’améliorent	↗ ↘ ✓	Le nombre de chercheuses et de chercheurs augmente	↗ ↘ ✓
Après une augmentation, la dette publique est revenue en-dessous du niveau atteint en 1992	↘ ↙ ✓	Les populations d’oiseaux nicheurs qui sont menacés de disparaître de Suisse diminuent	↗ ↘ ✗
La part des investissements dans le produit intérieur brut stagne	↗ ↘ ≈	Les surfaces d’habitat et d’infrastructure augmentent	↗ ↘ ✗

4 Découplage – notre utilisation des ressources est-elle rationnelle?

Pas de modification notable de l’intensité du transport de marchandises	↘ ↗ ≈	La consommation finale d’énergie par personne diminue	↘ ↙ ✓
La part des transports publics augmente	↗ ↘ ✓	L’intensité matérielle diminue	↘ ↙ ✓

Evolution visée

- ↗ Augmentation
- ↔ Stabilisation
- ↘ Diminution

Evolution observée

- ↗ Augmentation
- ↔ Pas de modification notable
- ↘ Diminution

Qualification de l’évolution depuis 1992

- ✓ positive (vers le développement durable)
- ≈ indifférente
- ✗ négative (contraire au développement durable)

Dans la plupart des domaines de la vie quotidienne, quelques pas ont été faits en direction du développement durable, mais on constate également des tendances contraires. Ainsi nous sommes parvenus, dans certains domaines, à atteindre une plus grande éco-efficacité mais ces améliorations ont souvent été compensées par des augmentations de la consommation. Il se pose en outre un problème d’équité entre les générations: c’est peut-être aux dépens des générations à venir que nous bénéficions aujourd’hui de conditions relativement favorables. Par exemple, près de 14% des jeunes ne disposent même pas, en lecture, du niveau minimum requis pour maîtriser la vie quotidienne moderne. De même, la croissance des surfaces d’habitat et d’infrastructure se fait en grande partie au détriment des surfaces agricoles.

L’**empreinte écologique** indique le niveau d’exploitation et les limites des ressources naturelles renouvelables. En 2012, en Suisse, l’empreinte écologique par personne est plus de trois fois plus élevée que la biocapacité mondiale moyenne disponible par personne. Cette forte empreinte est principalement imputable à la consommation d’énergie. Considéré globalement, le développement économique passe souvent par une consommation accrue de ressources environnementales. Autrement dit, plus le revenu national d’un pays est élevé, plus l’empreinte écologique de ce dernier est grande. Le Luxembourg, l’Australie, les Etats-Unis, la Canada, Singapour, Trinidad et Tobago, le Sultanat d’Oman, la Belgique et la Suède ont consommé plus de quatre fois plus que la biocapacité mondiale disponible, alors que les pays du sous-continent indien, d’Asie du Sud-Est et africains en consomment nettement moins.

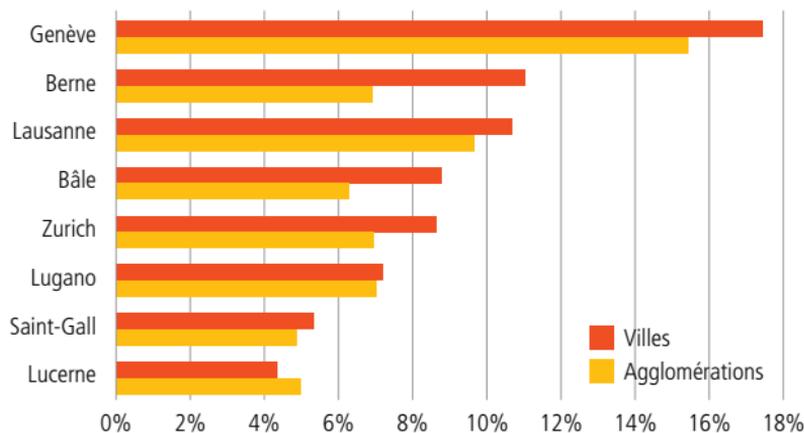
► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Développement durable

City Statistics: la qualité de vie dans les villes

Le projet «City Statistics» (anciennement Audit urbain) a repris le concept de l'OCDE de la qualité de vie et l'a adapté pour les villes suisses de City Statistics. Deux indicateurs sont représentés ici à titre d'exemple.

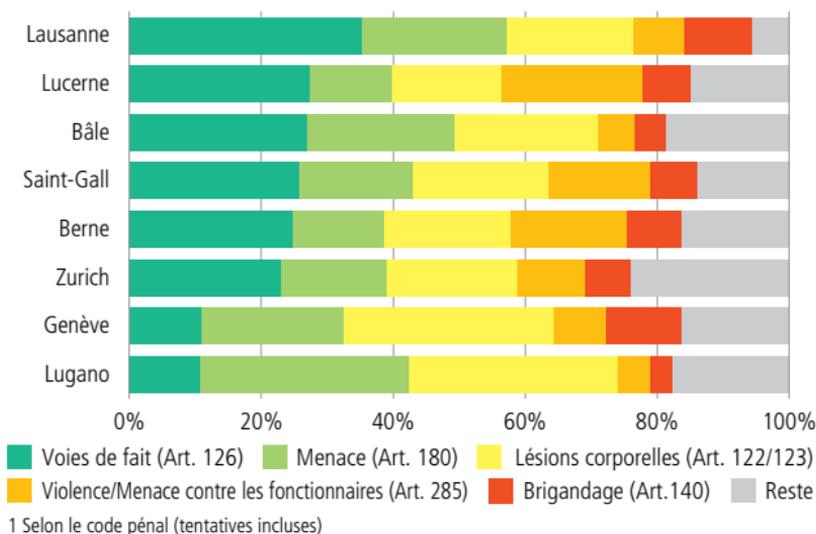
Logements suroccupés, en 2015

Part des logements occupés avec plus de 1 personne par pièce



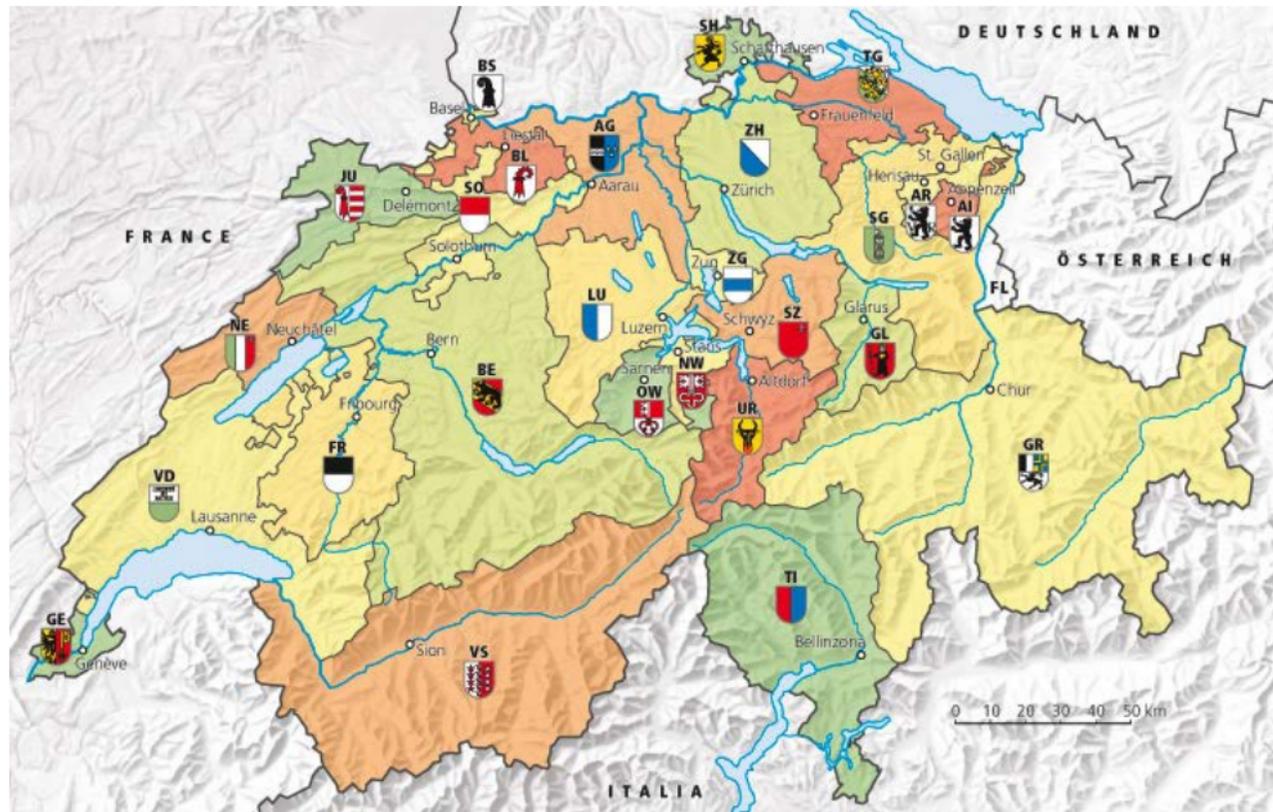
Infractions de violence, en 2015

Répartition des infractions de violence¹ selon les principales catégories



► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Thèmes transversaux → City Statistics (Audit urbain)

La Suisse et ses cantons



26 cantons
148 districts
2255 communes

Etat 1.1.2017

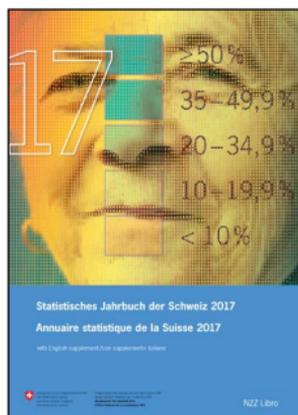
o Chef-lieu de canton

Abréviations des cantons: cf. tableau page 4

Annuaire statistique de la Suisse 2017

Ouvrage de référence de la statistique suisse par excellence, l'Annuaire statistique de la Suisse décrit toutes les facettes de la situation sociale et économique de la Suisse et contient des tableaux et des aperçus illustrés sur tous les thèmes de la statistique publique. Cet ouvrage bilingue allemand-français donne par ailleurs une vue d'ensemble des principales informations statistiques en anglais et en italien. Un chapitre de cartes séparé est consacré aux nouveaux résultats de la statistique de la superficie de la Suisse.

Édité par l'Office fédéral de la statistique, 616 pages reliées, Fr. 120.–. Disponible en librairie ou sur le site de NZZ Libro, les Editions de la «Neue Zürcher Zeitung». e-mail: nzz.libro@nzz.ch



Atlas graphique et statistique de la Suisse 1914–2014

L'«Atlas graphique et statistique de la Suisse» de 1914 est l'un des premiers et des plus complets atlas nationaux thématiques de la Suisse. Il forme aussi un très important condensé graphique des 50 premières années de la statistique publique dans notre pays. A l'occasion des 100 ans de la publication de cet ouvrage impressionnant et encore très difficile à obtenir, l'Office fédéral de la statistique l'a reproduit intégralement pour le rendre accessible à un large public intéressé.

De plus, les tableaux originaux de 1914 ont été complétés par de nouvelles cartes et de nouveaux diagrammes statistiques présentant des données chiffrées de 2014 consacrées aux mêmes thèmes. Ainsi, l'atlas propose sous la forme d'une «édition complémentaire» des comparaisons directes et un passionnant voyage visuel à travers les structures sociétales et spatiales de la Suisse d'il y a cent ans et de la Suisse d'aujourd'hui.

Édité par l'Office fédéral de la statistique, 130 pages reliées, Fr. 89.– (TVA excl.). Disponible auprès de l'Office fédéral de la statistique. e-mail: order@bfs.admin.ch



Le **portail Statistique suisse** (www.statistique.ch) englobe l'ensemble de l'offre en ligne de la statistique publique suisse. Il présente les communiqués de presse, les publications de l'OFS et d'autres offices statistiques publics ainsi que les résultats détaillés actualisés en permanence sous forme d'indicateurs et de tableaux à télécharger. Des cartes attractives et des atlas se trouvent aux chapitres «Les régions» et «Le monde». Les utilisateurs et les utilisatrices peuvent s'abonner au service de NewsMail ou être avertis automatiquement (RSS-Feeds) de toute nouveauté pour rester au courant de la vaste offre de l'OFS. Depuis 2011, le portail statistique offre également des pages en romanche, à côté de l'offre en français, allemand, italien et anglais.

Avec le mini portail statistique <http://mobile.bfs.admin.ch>, l'OFS propose ses principaux chiffres statistiques aux utilisateurs d'appareils mobiles depuis 2010.

